



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-quatorzième session
Rome, 5-6 décembre 2001

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

POUR LE

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES DE COMMERCIALISATION
DES PRODUITS AGRICOLES**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME	3
A. Zone du programme et groupe cible	3
B. Objectifs du programme	4
C. Composantes	4
D. Coûts et financement	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	12
G. Justification économique	13
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I.	COUNTRY DATA UNITED REPUBLIC OF TANZANIA (DONNÉES SUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE)	1
II.	TARGET GROUPS' MAJOR CONSTRAINTS, PROPOSED PROGRAMME RESPONSE AND SELECTION CRITERIA (PRINCIPALES CONTRAINTES DES GROUPES CIBLES, SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LE PROGRAMME ET CRITÈRES DE SÉLECTION)	2
III.	PREVIOUS IFAD LOANS TO THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE)	4
IV.	LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	5
V.	PROGRAMME ORGANIZATIONAL STRUCTURE (ORGANISATION DU PROGRAMME)	16
VI.	TRIGGERING MECHANISMS FOR PHASE II (MÉCANISMES DÉCLENCHANT LE PASSAGE À LA PHASE II)	17

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Shilling tanzanien (TZS)
1,00 USD	=	880 TZS
1 000 TZS	=	1,13 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

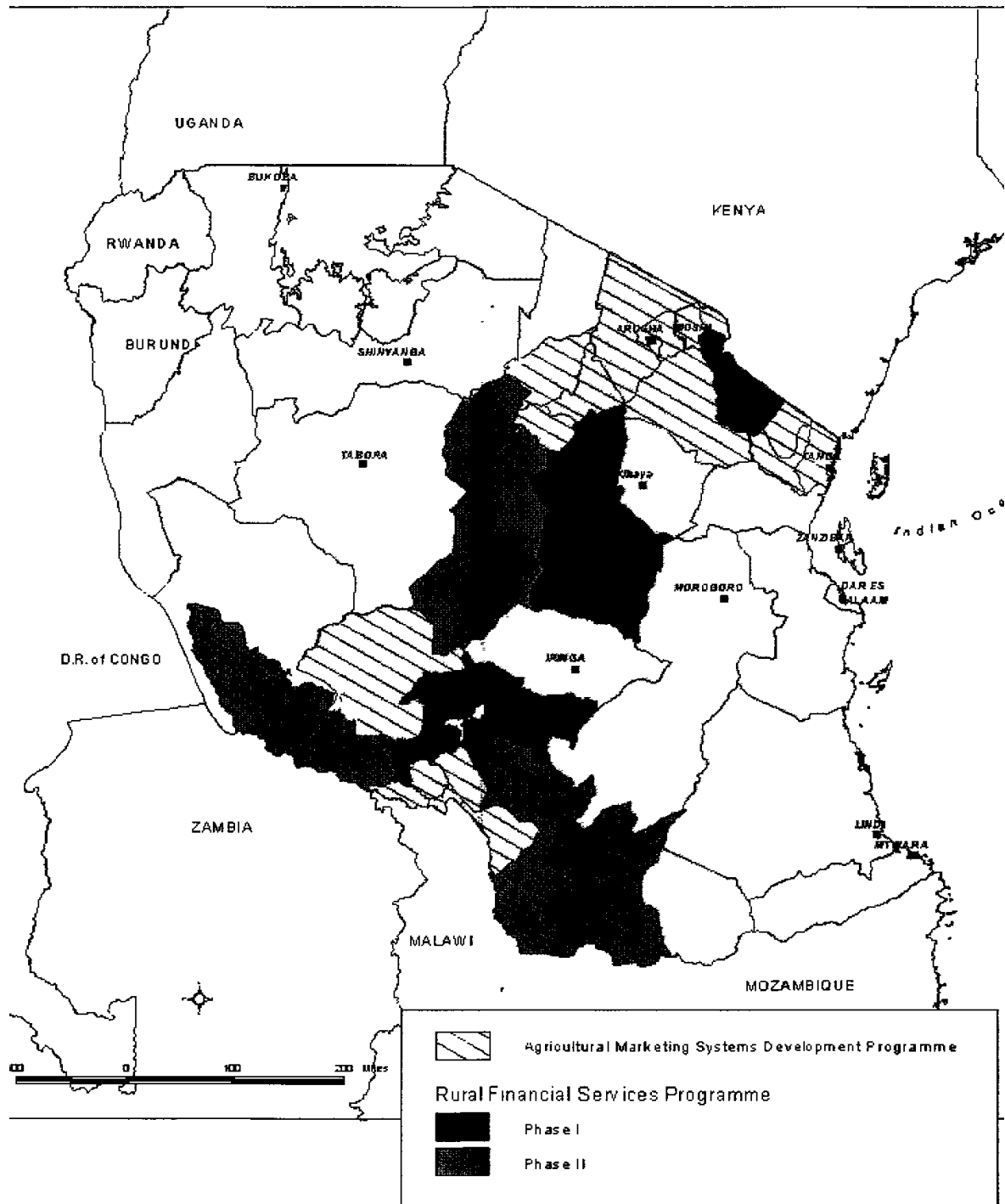
FAFD	Fonds africain de développement
BCP	Banque commerciale participante
CPP	Comité de pilotage du programme
DANIDA	Agence danoise de développement international
DDC	Direction suisse du développement et de la coopération
DRSP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
GP	Groupe de producteurs
IC	Institutions communautaires
MCC	Ministère des coopératives et de la commercialisation
ONG	Organisation non gouvernementale
PASS	Soutien privé au secteur de l'agriculture
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA	Syndrome de l'immunodéficience acquise
SNV	Organisation néerlandaise de développement
TCCIA	Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Tanzanie
UCP	Unité de coordination du programme
USAID	Agence des Nations Unies pour le développement international

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Année budgétaire

1^{er} juillet-30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: FIDA. Mission d'évaluation prospective

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République-Unie de Tanzanie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Cabinet du Premier Ministre
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	42,30 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	12,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,34 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEURS:	Fonds africain de développement (FAfD) Ireland Aid (Programme officiel de coopération au développement mis en place par le Gouvernement irlandais) Autres à déterminer
MONTANT DU COFINANCEMENT:	FAfD: 14,46 millions de USD Ireland Aid: 1,10 millions de USD Autres: 4,49 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	FAfD: à déterminer Ireland Aid: don Autres: à déterminer
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	
GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE:	4,22 millions de USD
ADMINISTRATION DE DISTRICT:	1,19 million de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	513 600 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)



NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Étant donné la nature multidimensionnelle et globale du programme, et l'importance donnée à la rationalisation des politiques générales de commercialisation et à l'amélioration des infrastructures correspondantes, on compte que tous ceux qui interviennent sur les marchés ruraux en bénéficieront. Le programme aidera essentiellement: a) les membres des groupes de producteurs (GP) et des institutions communautaires (IC) - de petits exploitants disposant en moyenne de moins de 2 ha de terres cultivables, qui ont en général un revenu inférieur au seuil de pauvreté; b) les petits négociants et agents de transformation opérant en milieu rural, et c) les entreprises agro-industrielles moyennes qui ont montré qu'elles étaient capables de traiter une part importante de la production des petits exploitants. Ceux-ci seront les principaux bénéficiaires du programme. Les petits marchands itinérants – essentiellement des femmes – en bénéficieront aussi dans une large mesure.

Pourquoi sont-ils pauvres? Les causes principales de la pauvreté parmi les 4,4 millions d'habitants qui s'adonnent à la petite agriculture, au commerce et à la transformation des produits agricoles sont: a) l'absence de politique d'encouragement à la commercialisation dans le pays (surévaluation des taux de change, réglementation prohibitive et fiscalité élevée); b) l'insuffisance des infrastructures de marché et des transports; c) l'absence d'économies d'échelle et d'intégration verticale, d) le manque d'information sur les marchés et de systèmes de communications, ce qui empêche les petits producteurs et les autres acteurs d'exploiter les possibilités de commercialisation, et e) le manque de capitaux d'investissement et de travail pour entreprendre des activités de production, de commercialisation et de transformation. À eux tous, ces différents facteurs réduisent fortement la valeur de la production (et des revenus) des petits agriculteurs et sont un obstacle majeur à l'adoption de nouveaux modes de production plus rentables.

Que fera le programme pour eux? Le programme aidera le gouvernement à réformer en profondeur le sous-secteur de la commercialisation des produits agricoles en vue d'améliorer les marchés ruraux et de donner aux petits exploitants les moyens d'y travailler. Pour ce faire, a) il renforcera un millier de GP pour qu'ils puissent négocier en position de force et influencer sur la formulation des politiques, la recherche de débouchés et la négociation des prix des intrants comme des produits; b) il aidera le gouvernement à rationaliser les politiques en place en matière de réglementation, d'imposition, de taux de change, etc. pour améliorer l'efficacité du système de commercialisation tout entier; c) il améliorera l'infrastructure de commercialisation par la construction ou la réfection de 700 km de routes rurales, de 200 km de routes de desserte et de 30 centres de marché, et par le financement d'installations d'après-récolte; d) il dotera le Ministère des coopératives et de la commercialisation (MCC) de meilleurs moyens pour recueillir et diffuser l'information sur la commercialisation des produits agricoles; e) il aidera les GP, les IC, les négociants et les agents de transformation à obtenir des prêts sur stocks et des prêts en capital auprès des banques commerciales pour le développement de leurs activités de commercialisation, et f) il établira et renforcera les liens verticaux et horizontaux entre groupes de producteurs, institutions communautaires, agents de transformation, chaînes locales de commercialisation et exportateurs.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au programme? Tout au long du cycle d'élaboration du projet, la formulation du programme s'est déroulée selon un processus très décentralisé de participation et de consultation, conduit à partir de la base et coordonné par le MCC et le Cabinet du Premier Ministre. On aura recours aux mécanismes institutionnels et modalités ci-après pour s'assurer la participation au cours de la mise en œuvre: a) les GP et les IC – coopératives d'épargne et de crédit, associations d'épargne et de crédit, etc. – seront organisés et appuyés selon une démarche animée par la demande; b) un financement aidera à encourager la prise en charge, le soutien et l'application des politiques au niveau du district comme au niveau national, avec la participation des bénéficiaires, des organisations de la société civile et du gouvernement par le dialogue, les actions de sensibilisation et



de défense des intérêts ainsi que la discussion, c) des mesures et critères spéciaux seront appliqués pour susciter une participation maximale des femmes aux GP et aux IC, notamment dans la prise de décisions, et d) un système participatif de suivi et d'évaluation des impacts sera mis en place pour répondre aux préoccupations prioritaires des bénéficiaires, et pour évaluer la performance et l'impact de leurs activités.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
POUR LE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES DE COMMERCIALISATION
DES PRODUITS AGRICOLES

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République-Unie de Tanzanie d'un montant de 12,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,34 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA
STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République-Unie de Tanzanie, pays côtier de l'Afrique de l'Est, qui comprend également les îles de Zanzibar et de Pemba, s'étend de l'équateur au 12° degrés de latitude sud sur une superficie de 945 200 km². L'économie repose essentiellement sur l'agriculture. Le pays comptait 31,3 millions d'habitants en 2000 et le taux d'accroissement démographique a été rapide entre 1980 et 1997 (3,1% l'an). Près de 70% de la population vit en milieu rural dans plus de 8 000 villages. Avec un revenu par habitant de 478 USD², la République-Unie de Tanzanie est l'un des pays les plus pauvres du monde. Au cours des cinq dernières années, elle a réussi dans une large mesure à restaurer la stabilité macroéconomique par la libéralisation des échanges, une gestion efficace du secteur monétaire et la déréglementation de la politique des prix et des services de commercialisation. L'impact de ces réformes s'est fait sentir dans toute l'économie, se traduisant par un taux annuel moyen de croissance d'environ 4% au cours de la période 1995-2000, une réduction des déséquilibres budgétaires, ramenés de 30% en 1995 à 6,6% en juin 2000, et un recul rapide du taux annuel d'inflation, tombé de 21% en 1996 à 5,5% en juin 2001. De même, les réserves en devises sont passées au cours de cette même période de 1,5 à 5 mois d'importations de marchandises. La dette extérieure, estimée à 7,6 milliards de USD, reste cependant élevée et son service absorbe 40% du budget national. L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, récemment approuvée, allégera ce fardeau, mais sa solution à long terme dépend de la mesure dans laquelle les donateurs seront disposés à accorder des prêts à des taux de faveur et des dons pour accroître la productivité et la croissance afin d'assurer durablement la bonne santé de l'économie.

2. L'agriculture est le secteur dominant, comptant pour environ 45% du produit intérieur brut (PIB), 85% de l'emploi rural et 73% des exportations. Au cours de la période 1998-2000, elle a

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

² Rapport sur le développement dans le monde, 1998.



progressé au taux annuel de 3%. Conscient de l'importance de ce secteur, le gouvernement s'est attaché à lui redonner vigueur: a) en libéralisant tous les marchés agricoles et en supprimant les monopoles d'État sur l'exportation et l'importation des biens et produits agricoles; b) en redéfinissant son objectif de sécurité alimentaire de manière à assurer la sécurité alimentaire au niveau national et au niveau des ménages; c) en se fondant sur le secteur privé (formé des petits exploitants, des entreprises agricoles commerciales et des éleveurs) pour toutes les activités liées à la production agricole et à sa commercialisation; d) en décentralisant au niveau des conseils de district la responsabilité en matière d'administration et d'exécution, et e) en maintenant la responsabilité de l'État quant à la réglementation de l'industrie et de l'aide aux entreprises sous forme d'offices de commercialisation des produits agricoles et de la surveillance des prix à tous les niveaux.

3. Bien que ces politiques de commercialisation n'aient été que partiellement appliquées, elles ont été bien accueillies par le secteur privé: a) 95% des échanges totaux de produits vivriers sont assurés aujourd'hui par le secteur privé, la Société nationale de commercialisation n'en conservant plus qu'à peine 5%; b) la part du secteur privé dans la transformation et le commerce des cultures de rapport comme le café, le coton, le thé, le sucre et les anacardes a atteint environ 70%, alors qu'elle était quasiment nulle avant la libéralisation, et c) la commercialisation des fruits et légumes est maintenant entièrement aux mains du secteur privé. Toutefois, en valeur réelle, les prix des principaux produits agricoles ont diminué d'environ 25 à 30% par suite de la surévaluation des taux de change. L'impact global de la libéralisation du commerce des produits agricoles a été largement annulé par la progression plus rapide des prix des biens non agricoles (achetés par les agriculteurs). Par conséquent, les entrées nettes de fonds des agriculteurs provenant de leur production n'ont pas augmenté au même rythme que celles des autres secteurs de l'économie.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

4. Le FIDA a financé huit projets/programmes en République-Unie de Tanzanie, dont quatre sont en cours. Des progrès considérables ont été réalisés sur certains fronts critiques, comme la délégation du pouvoir de décision du centre aux districts, l'accroissement de la capacité d'action des institutions de la société civile et des bénéficiaires, l'augmentation de la production agricole et la promotion des institutions communautaires de microfinancement. Néanmoins, les avantages potentiels de ces programmes, en ce qui concerne l'amélioration de la situation nette de trésorerie des agriculteurs, ne se sont pas entièrement matérialisés parce que les obstacles au niveau du cadre politique, législatif, réglementaire et institutionnel n'avaient pas été éliminés, notamment l'absence de stimulants à l'innovation dans les systèmes d'achats des récoltes et à l'amélioration et la diversification du sous-secteur de la commercialisation des produits agricoles. Plusieurs problèmes de commercialisation de ces produits ont été relevés lors de ces interventions: a) absence d'économies d'échelle et d'intégration verticale entre producteurs et agents primaires de commercialisation, ce qui diminue le pouvoir de négociation des petits producteurs dans l'ensemble du système; b) carence dans la structure, le fonctionnement et la performance du marché, se traduisant par un degré élevé de concentration, un manque de transparence et des obstacles à l'entrée sur le marché; c) piètre infrastructure de commercialisation et de transport, d'où des taux de transaction élevés (environ 60% des routes rurales utilisées pour la commercialisation sont impraticables); d) absence d'information sur les marchés et de réseau de communications; e) taxation irrationnelle et exorbitante des produits agricoles (estimée à 64% de la marge brute pour les anacardes, 63% pour le café et 37% pour le coton), et f) impossibilité pour les opérateurs du marché d'accéder en volume suffisant aux capitaux d'investissement et aux fonds de roulement, ce qui rend extrêmement difficile le développement et l'élargissement de leurs activités.

Stratégie de collaboration du FIDA avec la République-Unie de Tanzanie et les donateurs

5. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) du gouvernement tout comme l'exposé des stratégies et options d'intervention par pays (COSOP) du FIDA ont relevé la



nécessité de renforcer l'efficacité du système de commercialisation des produits agricoles et des politiques en la matière en tant qu'élément essentiel du programme de réduction de la pauvreté. Se fondant sur l'importance capitale accordée à cette question et la demande formulée ultérieurement par le gouvernement, le Fonds a entrepris une évaluation participative rurale de grande ampleur englobant 480 ménages ruraux et a organisé un certain nombre d'ateliers techniques avec les intéressés pour définir leurs besoins, les obstacles auxquels ils se heurtent et les possibilités d'investissement. Une fois en possession des conclusions et recommandations issues de ces travaux, le FIDA a tenu une série de réunions avec les principaux donateurs multilatéraux (Fonds africain de développement (FAfD), Banque mondiale et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)) et avec les donateurs bilatéraux (Agence danoise de développement international (DANIDA), Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et France, Pays-Bas, Suède et Suisse) en vue de s'accorder sur un programme commun afin d'aider le Gouvernement tanzanien à améliorer l'efficacité du système de commercialisation des produits agricoles en s'appuyant sur les éléments clés suivants: a) concevoir un système approprié pour promouvoir les groupes de producteurs (GP) et les institutions communautaires (IC) afin de les mettre en mesure d'exploiter les possibilités de commercialisation existantes); b) doter les GP, les IC et les organisations non gouvernementales (ONG) des moyens institutionnels et des capacités essentielles qui leur permettront de participer effectivement à la formulation des politiques et de faire sentir leur poids dans la négociation avec les autres acteurs du marché; c) renforcer la politique de commercialisation des produits agricoles et le cadre législatif, réglementaire et institutionnel pour améliorer les revenus des petits exploitants et de la population rurale; d) renforcer les filières au sein de toute la chaîne commerciale, des producteurs aux négociants, agents de transformation et exportateurs, par l'introduction de systèmes novateurs d'achat de la récolte, d'assurance, d'amélioration et de différenciation des produits, et e) améliorer les infrastructures des marchés ruraux pour la commercialisation des intrants et des produits agricoles. Compte tenu de ce cadre, on a défini le rôle et les responsabilités de chacun des donateurs de manière qu'ils se complètent et se renforcent mutuellement sur la base d'un cofinancement ou d'un financement parallèle du programme (voir le plan de financement du tableau 2).

DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

6. Alors que la composante soutien à l'élaboration de la politique sera d'ampleur nationale, toutes les autres composantes du programme seront limitées au départ à deux zones géographiques du pays: les zones de commercialisation des plateaux du nord et du sud. Toutes deux se caractérisent par la prédominance des ménages ruraux pauvres, avec un produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant inférieur à la moyenne nationale. En revanche, elles présentent aussi d'énormes possibilités d'amélioration des revenus des petits agriculteurs et de leur production, à condition d'améliorer l'efficacité et l'efficience des marchés. Ces deux zones ont été choisies en fonction des critères suivants: a) production par les groupes cibles du FIDA de forts volumes d'excédents marchands échangés; b) complémentarité avec les projets/programmes d'investissement financés par le FIDA, en cours ou achevés récemment; c) existence d'ONG, de GP et d'IC possédant des moyens pertinents et éprouvés d'appuyer les interventions du programme, et d) présence d'infrastructures de base liées à la commercialisation telles que routes d'accès et aménagements de marché. Dans ces deux zones, le programme concentrera ses activités de terrain sur les régions retenues comme cibles d'après des critères tels que conditions agro-écologiques, profil socio-économique des groupes cibles, et cartographie des ressources économiques constituées par les possibilités de commercialisation, les concentrations, les flux d'échanges et les infrastructures. Pour pouvoir participer au programme, chacun des districts doit remplir les conditions préalables suivantes: participer à la phase I du programme de réforme de l'administration locale et s'engager à soutenir le DRSP; faire la preuve de la production et de l'échange d'importantes quantités de produits marchands et indices d'un intérêt



possible de l'agro-industrie, avec l'assurance de fournir une aide financière et technique spécifique aux groupes cibles du FIDA pendant la réalisation du programme; éviter que les activités du programme ne fassent double emploi avec des activités déjà financées par d'autres donateurs ou par le gouvernement, et disposer d'un réseau routier en assurant la liaison avec les principaux centres d'activités régionaux.

7. Les groupes cibles bénéficiaires du programme sont les franges pauvres de la population rurale, principalement les petits producteurs. Les GP et les IC pourront prétendre à une assistance s'ils satisfont aux conditions suivantes: a) la superficie moyenne de l'exploitation des petits agriculteurs ou des producteurs membres d'un GP ou d'une IC ne doit pas dépasser 2 ha de terre cultivable; b) plus de 50% des membres du groupe doivent appartenir aux ménages pauvres dont le revenu par tête est inférieur au seuil national de pauvreté, et c) 40% au moins des bénéficiaires du groupe doivent être des femmes ou des ménages dirigés par une femme. Seuls les petits et moyens détaillants (dans une proportion de 50:50) et les agents de transformation dont le capital ne dépasse pas le plafond fixé par le Ministère de l'industrie et du commerce pourront prétendre à l'appui du programme.

B. Objectifs du programme

8. Le programme a pour objectif général de faire progresser les revenus et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres des zones de commercialisation du nord et du sud de la République-Unie de Tanzanie. Il vise à améliorer la structure, le fonctionnement et la performance des systèmes de commercialisation et de fixation des prix dans le pays afin d'élever les revenus des petits exploitants et de diversifier leur production au sein d'un partenariat actif et équitable avec le secteur privé. Ses objectifs spécifiques consistent à: a) améliorer les politiques pertinentes de commercialisation; b) accroître la capacité d'action des groupes cibles en renforçant leurs moyens financiers et leur organisation, et c) mettre les groupes cibles en mesure de prendre le système en charge et de l'exploiter, et de devenir des partenaires actifs dans tous les processus de prise des décisions.

9. Le programme s'efforcera d'atteindre ces objectifs par une approche faisant une large place à: a) la promotion du dialogue avec les intéressés dans l'ensemble du système de commercialisation afin que les besoins, les contraintes et les aspirations des GP, des IC, des négociants et des autres acteurs du marché soient reconnus au niveau national comme au niveau local; b) l'amélioration de la performance de tout le système de commercialisation agricole fondé sur la libéralisation de l'économie, tout en réalisant des activités viables dans les zones géographiques retenues comme cible par le DSRP, que ce soit au niveau du pays, de la région ou du district; c) la souplesse par une mise en œuvre progressive reposant sur des mécanismes de déclenchement et sur une évaluation détaillée à mener après l'achèvement de la première phase, ce qui permettra de modifier rapidement les éléments du programme pour s'adapter au succès ou à l'échec des initiatives; d) l'appui à de nouvelles initiatives fondées sur la demande du marché et la réactivité des producteurs, et e) la mise en œuvre des activités du programme par le biais d'institutions communautaires, de la société civile, du secteur privé et des administrations décentralisées de district.

C. Composantes

10. Le programme aura cinq composantes, réalisées en deux phases distinctes, la première phase étant consacrée principalement à la définition d'un environnement politique porteur, à la mise en place des infrastructures décisives, au renforcement des GP, des IC et des associations du secteur, et à l'expérimentation pilote. Ces activités aideront à faire démarrer la seconde phase dans de bonnes conditions et permettront de reproduire ailleurs les interventions fructueuses et l'expérience acquise durant la première phase. Le passage à la seconde phase n'interviendra que si certains jalons ou indicateurs de performance définis pour la première phase ont été atteints (appendice VI), selon une démarche souple qui autorisera les ajustements et modifications nécessaires en cours de réalisation. Les composantes qui bénéficieront d'un appui au titre du présent programme sont les suivantes: a) soutien à l'élaboration de la politique; b) renforcement de la capacité d'action des producteurs et



participation au marché; c) services financiers de commercialisation; d) soutien à l'infrastructure rurale de commercialisation, et e) organisation et coordination du programme.

Soutien à l'élaboration des politiques

11. Cette composante, de nature générale, contribuera à renforcer l'efficacité du système de commercialisation dans son ensemble, et profitera à tous les participants à ce système - producteurs, intermédiaires et consommateurs. Le soutien à la transformation et à l'aménagement des politiques sera conçu, développé et réalisé selon une procédure de consultation et d'interaction, qui sera suivie et évaluée avec transparence et fiabilité. Dans ce cadre théorique général, un appui sera apporté aux sous-composantes ci-après :

12. **Processus d'élaboration des politiques nationales.** Une assistance technique sera fournie pour aider le gouvernement à entreprendre une série d'études d'impact des politiques et d'évaluation des besoins afin qu'il dispose, avec les intéressés, des points de vue et connaissances nécessaires pour formuler les politiques qui susciteront une transformation rapide du marché, aideront à élaborer les plans de mise en œuvre de ces politiques et feront naître les changements structurels nécessaires à une réforme politique. Il est prévu de réaliser une douzaine d'études pour aider le gouvernement à éliminer les principaux obstacles de nature politique, notamment:

- i) Politique monétaire. Il s'agira surtout de déterminer les effets d'un taux de change surévalué sur la production, les exportations et les marchés agricoles, spécialement du point de vue de l'impact sur les groupes cibles du FIDA.
- ii) Politique concernant la réserve stratégique de céréales. On étudiera ici les effets de cette réserve sur la sécurité et les échanges, notamment son impact sur les prix à la production, le budget de l'État et les coûts.
- iii) Politique de réglementation. Il faut libéraliser les politiques de réglementation pour :
 - a) assurer l'efficacité et l'efficience des offices de commercialisation des récoltes par rapport à l'organisation du secteur dans son ensemble;
 - b) supprimer les restrictions imposées à la libre circulation des intrants et produits agricoles entre pays pour l'exportation et les échanges interrégionaux, et
 - c) renforcer les moyens d'action des coopératives de commercialisation, notamment en organisant et réglementant d'autres secteurs de cultures, comme les oléagineux et les céréales.
- iv) Politique fiscale. On évaluera l'importance de cette politique en tant qu'instrument de mobilisation des recettes internes et on déterminera la mesure dans laquelle il faut simplifier encore et rationaliser les politiques et procédures en place pour assurer l'allocation optimale des ressources à la croissance, à l'équité et à l'augmentation de la productivité dans le secteur agricole. Il est prévu: a) d'organiser une série de dialogues participatifs, d'ateliers et de séminaires pour cerner les problèmes et recommandations dégagés par ces études et aboutir à un consensus sur la manière de leur donner suite; b) d'élaborer des lois sur les questions de politique générale à réformer et rationaliser; c) d'appuyer les comités de travail sur la législation pour faciliter leur travail et en assurer l'achèvement en temps voulu, et d) renforcer la Division des politiques de commercialisation et de réglementation du Ministère des coopératives et de la commercialisation (MCC) en fournissant du personnel, une formation, une assistance technique et les moyens voulus pour qu'elle puisse s'acquitter avec efficacité et efficience de ses fonctions (notamment assurer le suivi des mesures de politique générale).

13. **Soutien à l'élaboration des politiques de l'administration locale.** En vertu de la politique actuelle de décentralisation du gouvernement, les conseils de district seront chargés d'entreprendre



toutes les activités de développement, y compris de mobiliser les ressources internes (par l'impôt local, les taxes, les redevances, etc.) et de formuler les politiques correspondantes. À l'heure actuelle, il n'ont pas les moyens techniques d'entreprendre ces activités. Pour y remédier, le programme fournira: i) une assistance technique et d'autres services complémentaires pour rationaliser les politiques en matière de fiscalité agricole et autres droits; ii) un soutien aux processus de participation, de planification et d'exécution, notamment:

- ateliers d'évaluation de la politique à l'intention des conseillers, dirigeants et autres intéressés;
- dialogues visant à assurer la participation de toutes les parties prenantes concernant les questions de commercialisation, telles que fiscalité et autres droits;
- voyages d'étude des intéressés dans des pays de la région appliquant des politiques différentes en matière de fiscalité locale et dans d'autres districts de la République-Unie de Tanzanie;
- formation du personnel dirigeant des conseils à l'analyse budgétaire et la gestion, et soutien nécessaire pour rationaliser la mobilisation des recettes;
- soutien à des mesures plus énergiques pour assurer la collecte des recettes, en particulier pour les programmes de mobilisation et de sensibilisation des villages, fourniture de véhicules, soutien aux procédures d'immatriculation et d'identification des contribuables et aux procédures de suivi et d'évaluation;
- établissement d'une base de données sur les contribuables au niveau du district;
- assistance technique pour inciter à formuler et appliquer les politiques appropriées de commercialisation des produits agricoles, notamment aide à la rédaction de la législation spécialisée, et démonstrations de l'impact des politiques, principalement par des études et ateliers spéciaux.

14. **Coordination des politiques et mobilisation des ressources.** Le programme appuiera: i) la création et le fonctionnement d'un comité national de coordination des politiques de commercialisation des produits agricoles; ii) le recrutement du personnel nécessaire, y compris un spécialiste à temps plein de la commercialisation des produits agricoles, pour conseiller et aider le gouvernement à gérer les programmes de travail en matière de formulation, d'élaboration et d'application des politiques, et iii) les conseils de district moyennant une formation et des services de soutien pour qu'ils puissent préparer et exécuter leurs politiques, y compris les travaux de planification, de suivi et d'évaluation.

Renforcement de la capacité d'action des producteurs et participation au marché

15. Cette composante vise à aider les GP, les IC, les petits et moyens négociants et les agents de transformation à: a) consolider leur structure sociale, administrative et financière pour pouvoir participer efficacement aux activités de commercialisation; b) leur donner des moyens techniques par une meilleure information sur les marchés, des services de vulgarisation et de recherche pour renforcer leur influence et leur pouvoir de négociation face aux agents de transformation des produits agricoles, aux grossistes et aux exportateurs mieux organisés, et c) établir des filières verticales et horizontales appropriées avec les acteurs formels du marché pour réduire au maximum les risques et incertitudes découlant de l'absence de débouchés assurés et des fluctuations des prix des produits et intrants. La sous-composante développement des capacités du secteur privé aidera les entreprises à s'organiser et se développer dans les zones clés des districts. Pour réaliser les objectifs ci-dessus, le programme soutiendra chacune des activités ci-après des sous-composantes.

16. **Renforcement de la structure sociale, organisationnelle et financière des groupes de producteurs locaux.** Des dispositions seront prises pour soutenir un millier de GP, d'IC et de petits négociants intervenant dans les activités de commercialisation. Un large éventail de programmes de formation sera organisé et financé sur la base des évaluations des besoins en formation qui seront



faites dans chacune des zones cibles concernant: i) les éléments de base nécessaires à la constitution de groupes de commercialisation des produits agricoles, notamment leur dynamique, leur structure organique et leurs besoins financiers, et la prévention du VIH/SIDA, ii) la formation aux compétences techniques qui permettront aux membres de repérer les possibilités de commercialisation et de dresser des plans d'activité, notamment une formation au cadre logique et à l'analyse d'impact, et iii) la formation à l'encadrement par le dialogue, en insistant sur les négociations en affaires et la communication, la création d'un climat de confiance, etc. Toutes ces activités seront réalisées par des entreprises privées sous contrat, des ONG et les institutions désignées comme chefs de file ou partenaires dans chacune des zones cibles. Les ONG travaillant sur place, qui ont une grande expérience et une bonne connaissance de ce type d'activités en République-Unie de Tanzanie - comme Mennonite Economic Development Associates (Canada), Technoserve (États-Unis), Private Agricultural Sector Support (PASS) de DANIDA et Organisation néerlandaise de développement (SNV) - serviront d'organismes chefs de file ou partenaires du programme. Il est également prévu de verser des indemnités de déplacement et autres aux agents de développement communautaire, aux agents de développement des coopératives et aux agents de vulgarisation en place pour aider les organismes chefs de file ou partenaires à s'acquitter de leurs tâches.

17. Accroissement de la capacité d'action des producteurs par l'information sur le marché, la communication, la vulgarisation et la recherche. Des dispositions seront prises pour renforcer la Direction de la commercialisation des produits agricoles du MCC afin qu'elle puisse: i) recueillir, rassembler et analyser des données commerciales sur les intrants, produits et prix agricoles provenant de districts représentatifs et organiser en temps voulu la diffusion systématique de l'information sur le marché auprès de tous les intéressés; ii) réaliser des études et analyses du marché et faire en sorte que leurs résultats et conclusions soient portés à la connaissance des producteurs et agents commerciaux pour les aider à organiser leur production et leurs plans de travail de manière à accroître leurs rentrées de fonds, et iii) organiser des stages de formation pour les agriculteurs, les GP et les IC en matière de normalisation, calibrage et contrôle de qualité des produits agricoles dans chacun des districts choisis. Les principales cultures de rente (café, anacardes, thé, coton, etc.) et les cultures vivrières (maïs et riz) seront inscrites en premier lieu à ce programme de formation, qui sera élargi graduellement à d'autres cultures comme les fruits et légumes. L'expérience montre qu'un produit de meilleure qualité peut atteindre un prix supérieur d'au moins 30 à 50% à celui du prix moyen du marché.

18. Amélioration des filières verticales et horizontales entre producteurs et autres acteurs du marché. Au titre de cette sous-composante, et principalement grâce à des entreprises du secteur privé ou des ONG comme Tanzania Small Farmers' Group Network, International Federation for Alternative Trade et PASS, on assurera une formation et une assistance technique afin: i) d'améliorer les fonctions d'échange des producteurs (achat en vrac des intrants et vente en vrac des produits) pour renforcer leur pouvoir de négociation et augmenter leur part relative du prix de détail final par rapport aux autres acteurs; ii) rédiger des contrats types et des manuels qui pourront servir de guide pour la communication et les négociations avec les acteurs de la branche, et iii) renforcer les liens institutionnels entre les groupes de producteurs et les autres associations du secteur de la commercialisation (comme la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Tanzanie (TCCIA), les chaînes de distribution en Europe, en Amérique et dans les pays voisins, et un certain nombre de clients en bout de chaîne (hôtels, écoles et hôpitaux, etc.) au moyen d'ateliers, de séminaires, de démonstrations et de voyages d'étude. Cette assistance technique aidera à exploiter d'autres possibilités du marché et facilitera systématiquement les transactions et négociations commerciales.

19. Développement des capacités du secteur privé au niveau du district. Cette sous-composante aidera à mener quatre activités: i) création d'antennes locales de la TCCIA (après l'expérience pilote réussie de la SNV) qui serviront de base à une variété d'initiatives, notamment le renforcement de la capacité locale à promouvoir le commerce et les investissements, et à la formulation des politiques; ii) amélioration des compétences commerciales par la formation et



l'assistance technique; iii) mise en place d'un système approprié d'information sur le marché directement lié aux activités commerciales, et iv) services de soutien en vue de la promotion des entreprises locales (confiée à des conseillers techniques expérimentés recrutés dans le cadre du programme).

Services financiers de commercialisation

20. Cette composante vise à expérimenter, sur une échelle limitée, une série d'instruments de prêt à l'aide d'un fonds de garantie de 1,5 million de USD, qui sera ouvert auprès d'une banque commerciale participante (BCP) pour réduire les risques de prêt en milieu rural. Le taux de prêt sera fondé sur le taux du marché et les risques seront partagés également entre la BCP et le gouvernement. Les principales activités au titre de cette composante seront les suivantes:

21. **Prêt sur stocks.** Cette initiative vise à promouvoir et faciliter les opérations de prêt des BCP pour répondre aux besoins en crédit des GP, des négociants et des agents de transformation à l'aide des stocks de produits agricoles qui serviront de garantie. Ces prêts permettront aux négociants et agents de transformation de faire tourner plusieurs fois leur capital pendant la saison d'achat et de tirer avantage des augmentations de prix entre les saisons. Ils permettront aussi aux sociétés créées à la base, qui interviennent dans la commercialisation des produits agricoles, d'accéder au crédit après la récolte et de tirer un revenu supplémentaire du stockage des produits et intrants.

22. **Activités de valorisation des produits agricoles.** Ces activités (transformation, séchage, calibrage, conditionnement, etc. à petite et moyenne échelle) seront appuyées par les BCP et seront élargies aux petits et moyens agents de transformation choisis d'après des critères de prêt bancaire appropriés. Les institutions rurales de microfinancement seront l'une des voies d'attribution de ces prêts.

23. **Assistance technique et études.** Elles devraient soutenir d'autres initiatives et activités visant à faciliter la commercialisation, notamment la cartographie des ressources de la zone et les études de faisabilité, le recensement des marchés, le soutien à la production agricole et les activités de soutien à la valorisation des produits.

Soutien à l'infrastructure rurale de commercialisation

24. Cette composante a pour objectif premier de remédier aux coûts élevés des opérations de commercialisation liés à l'insuffisance du réseau routier, des centres de marché et des installations de stockage en milieu rural. Dans le plan envisagé pour le programme, on insistera sur la réfection des routes existantes déjà inscrites dans le DSRP. On apportera aussi un appui à la construction ou l'amélioration des infrastructures matérielles des marchés, selon une formule de partage des coûts, en fonction de l'évaluation des besoins et de la demande des bénéficiaires. On veillera également à respecter le plan et les critères fixés au préalable par un processus de concertation, ainsi que les modalités convenues pour la mise en œuvre avec les services du secteur privé. La composante proposée servira principalement à financer les sous-composantes suivantes:

25. **Soutien institutionnel.** Le programme fournira un soutien institutionnel et assurera une formation au niveau du district. Une société d'ingénieurs-conseils recrutée localement supervisera tous les aspects techniques, y compris la formation du personnel technique du district et l'activité des sous-traitants locaux, les études de planification, la conception des ouvrages, la passation des marchés et la supervision de l'exécution. On veillera à renforcer les moyens de la division de génie civil du district par une formation et des voyages d'étude, y compris les moyens de transport et le matériel nécessaire à la supervision et au suivi.

26. **Ponts et routes.** On entreprendra: i) la réfection de 350 km de routes rurales prioritaires et de leurs ponts, chaussées et caniveaux; ii) l'amélioration ponctuelle de 350 km de routes rurales en très



mauvais état, et iii) l'amélioration mineure de 200 km de routes de desserte pour faciliter les liens avec les centres de marché améliorés. On construira aussi 70 ponts et 350 caniveaux et autres ouvrages de drainage et l'on veillera à leur entretien. L'entretien des routes remises en état sera du ressort de l'administration locale. Pour garantir une bonne efficacité par rapport aux coûts et une durabilité à long terme, on utilisera la technique et les modules éprouvés par la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) et l'USAID pour la réfection des routes rurales.

27. **Aménagement des marchés.** La plupart des marchés villageois sont dans un état déplorable et n'ont pas de moyens d'entreposer jusqu'au lendemain les produits à vendre. Pour y remédier, le programme améliorera une trentaine d'installations existantes à la demande des usagers. Ces installations seront alors concédées par contrat à des acteurs du secteur privé ou à ceux qui opèrent déjà sur le marché. Cette activité sera reproduite ailleurs en fonction de l'intérêt manifesté et des initiatives prises par le secteur privé pour en assurer durablement l'utilisation.

28. **Stockage.** Les installations de stockage que possède l'administration locale dans les villages et les quartiers et qui ont besoin d'une remise en état et d'une assistance technique pourront obtenir un soutien dans lequel l'administration locale interviendra à concurrence de 20%. La construction ou la réfection des installations de stockage entreprises par les groupes de producteurs et de commercialisation seront appuyées par un système de crédit sur stocks fourni par les BCP. Une assistance technique sera fournie pour la formation, la conception technique et l'élaboration d'un manuel de gestion.

Organisation et coordination du programme.

29. Il est prévu que l'exécution des activités soit en grande partie confiée par contrat à des prestataires de services qui pourraient être des ONG, des firmes de consultants, des institutions locales, des organisations de la société civile ou d'autres. On veillera à recruter certains agents essentiels pour les unités de coordination du programme dans les deux zones, notamment pour le suivi, la supervision, la gestion financière et la comptabilité. Les mesures voulues ont été prises pour couvrir les coûts de la formation, de l'assistance technique et des dépenses de fonctionnement durant l'exécution.

D. Coûts et financement

30. Le programme sera réalisé en deux phases étalées sur une période de sept ans. Son coût total, y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers, est estimé à 42,30 millions de USD. La composante en devises est estimée à 9,93 millions de USD, soit 23% du coût total du programme. Les taxes représentent environ 4,19 millions de USD (10%). Le coût total du programme sera financé à concurrence d'environ 16,34 millions de USD par le FIDA, d'environ 14,46 millions de USD par la FAfD, d'environ 1,10 million de USD par Ireland Aid et d'approximativement 4,49 millions de USD par d'autres donateurs. D'autres donateurs comme l'USAID, la France et les Pays-Bas, sans participer directement au financement, viendront le compléter par le financement de Technoserve et de la SNV, qui devraient participer au programme à titre d'organismes sous contrat. La contribution du gouvernement est estimée à 4,22 millions de USD, principalement sous forme d'exemptions de droits et taxes. Pour que les activités du programme puissent démarrer dès que possible, le FIDA a accepté d'apporter de son côté 90 000 USD au titre du Mécanisme spécial d'intervention pour permettre l'achèvement de certains travaux préparatoires comme l'élaboration d'un manuel d'exécution du programme et d'un programme de travail et budget annuel, ainsi que le recrutement du personnel essentiel. On trouvera aux tableaux 1 et 2, respectivement, un état récapitulatif des coûts du programme et des modalités de financement.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Soutien à l'élaboration des politiques					
Élaboration des politiques nationales	1 098,3	676,2	1 774,4	38	5
Soutien à l'élaboration des politiques locales	852,3	97,3	949,6	10	3
Total partiel	1 950,6	773,5	2 724,0	28	7
B. Renforcement de la capacité d'action des producteurs et participation au marché					
Renforcement de l'organisation: groupes et associations de groupes	7 106,2	368,7	7 475,0	5	20
Information sur le marché	510,1	369,9	879,9	42	2
Accès des groupes de producteurs au marché	1 373,0	28,7	1 401,7	2	4
Accès des négociants et des agents de transformation au marché	794,3	1 565,4	2 359,8	66	6
Total partiel	9 783,6	2 332,7	12 116,4	19	33
C. Services financiers de commercialisation	1 392,4	272,7	1 665,0	16	5
D. Soutien à l'infrastructure rurale de commercialisation					
Soutien institutionnel à l'amélioration de l'infrastructure	2 284,6	1 893,4	4 178,1	45	11
Routes et autres infrastructures de commercialisation	9 404,0	2 607,0	12 011,0	22	33
Total partiel	11 688,6	4 500,4	16 189,1	28	44
E. Organisation et coordination du programme	3 196,0	730,7	3 926,7	19	11
TOTAL DES COÛTS DE BASE	28 011,2	8 610,0	36 621,2	24	100
Provision pour aléas d'exécution	1 687,9	553,6	2 241,5	25	6
Provision pour aléas financiers	2 673,0	765,5	3 438,5	22	9
TOTAL DES COÛTS DU PROGRAMME	32 372,1	9 929,1	42 301,2	23	116

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		FAfD		Ireland Aid		Autres cofinanciers		Administration des districts		Communautés /groupes		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%				
A. Soutien à l'élaboration des politiques																				
Élaboration des politiques nationales	954,5	50,5	-	-	373,2	19,7	522,7	27,6	-	-	-	-	41,4	2,2	1 891,7	4,5	710,5	1 139,9	41,4	
Soutien à l'élaboration des politiques locales	954,6	92,2	-	-	34,9	3,4	-	-	-	-	-	-	45,5	4,4	1 034,9	2,4	110,1	879,4	45,5	
Sous-total Soutien à l'élaboration des politiques	1 909,1	65,2	-	-	408,1	13,9	522,7	17,9	-	-	-	-	86,9	3,0	2 926,7	6,9	820,5	2 019,3	86,9	
B. Renforcement de la capacité d'action des producteurs et liens avec le marché																				
Renforcement de l'organisation: groupes et associations de groupes	7 787,0	94,9	-	-	-	-	-	-	-	-	222,6	2,7	199,1	2,4	8 208,7	19,4	411,7	7 597,9	199,1	
Information sur le marché	628,2	65,0	-	-	-	-	197,1	20,4	-	-	8,2	0,8	133,0	13,8	966,5	2,3	400,3	433,1	133,0	
Accès des groupes de producteurs au marché	1 430,7	91,9	-	-	-	-	-	-	-	-	111,3	7,2	14,4	0,9	1 556,5	3,7	32,3	1 509,7	14,4	
Accès des négociants et des agents de transformation au marché	335,0	13,1	-	-	-	-	2 155,4	84,4	-	-	33,4	1,3	29,6	1,2	2 553,4	6,0	1 697,9	825,9	29,6	
Sous-total Renforcement de la capacité d'action des producteurs et liens avec le marché	10 180,9	76,6	-	-	-	-	2 352,5	17,7	-	-	375,6	2,8	376,1	2,8	13 285,1	31,4	2 542,4	10 366,6	376,1	
C. Services d'appui aux marchés financiers	765,9	44,1	-	-	675,9	38,9	261,4	15,1	-	-	-	-	33,5	1,9	1 736,7	4,1	286,6	1 416,6	33,5	
D. Infrastructure rurale de commercialisation																				
Soutien institutionnel à l'amélioration de l'infrastructure	-	-	3 517,6	72,5	-	-	1 186,0	24,4	-	-	-	-	148,0	3,0	4 851,5	11,5	2 187,3	2 516,2	148,0	
Routes et autres infrastructures de commercialisation	-	-	10 943,9	72,4	-	-	-	-	1 190,3	7,9	138,0	0,9	2 838,9	18,8	15 111,1	35,7	3 294,2	8 978,1	2 838,9	
Sous-total Infrastructure rurale de commercialisation	-	-	14 461,4	72,4	-	-	1 186,0	5,9	1 190,3	6,0	138,0	0,7	2 986,9	15,0	19 962,7	47,2	5 481,5	11 494,3	2 986,9	
E. Organisation et coordination du programme	3 488,7	79,5	-	-	-	-	166,0	3,8	-	-	-	-	735,5	16,8	4 390,2	10,4	798,0	2 881,2	711,0	
Total décaissements	16 344,6	38,6	14 461,4	34,2	1 084,0	2,6	4 488,6	10,6	1 190,3	2,8	513,6	1,2	4 218,9	10,0	42 301,4	100,0	9 929,1	28 177,9	4 194,4	

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.





E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

31. **Passation des marchés.** Les marchés de biens et services seront passés conformément aux procédures du gouvernement dans la mesure où elles sont compatibles avec les directives actuelles du FIDA en la matière. Le recrutement des consultants se fera conformément aux directives de l'institution coopérante. Chacun des plans de travail et budgets annuels comprendra un plan détaillé et un calendrier des marchés de biens et services. Les contrats de biens et services d'une valeur estimée à 100 000 USD ou plus feront l'objet d'appels d'offres internationaux. Pour faciliter les achats régis par cette procédure, le programme utilisera les services du bureau des Services d'achat interorganisations du PNUD. Des appels d'offres nationaux seront autorisés pour les marchés de biens et services d'une valeur comprise entre 20 000 USD et 100 000 USD, tandis que les achats d'une valeur inférieure à 20 000 USD se feront après consultation de fournisseurs à l'échelon national. Tous les achats et les travaux de génie civil financés par la FAFD seront réalisés conformément à ses directives et procédures.

32. **Décaissements.** Les fonds du programme seront décaissés sur sept ans. Les retraits sur le compte du prêt pourront se faire sur présentation de relevés certifiés des dépenses conformément aux procédures de l'institution coopérante. Les justificatifs de ces dépenses ne seront pas soumis au FIDA mais devront être conservés par l'unité de coordination du programme (UCP) ou l'unité de coordination de zone aux fins d'inspection par les représentants du FIDA et de l'institution coopérante.

33. Pour assurer dans de bonnes conditions l'acheminement et la gestion des fonds et pour faciliter l'exécution des activités, le programme ouvrira un compte spécial en dollars des États-Unis auprès d'une banque commerciale selon des modalités et conditions agréées par le FIDA. Le compte spécial sera doté d'une allocation autorisée de 1,5 million de USD, qui sera reconstituée sur présentation des demandes régulières de retrait accompagnées des justificatifs appropriés. Les BCP géreront aussi les fonds relatifs aux activités de microfinancement. Les montants nécessaires à la couverture des besoins trimestriels conformes aux programmes de travail et budgets annuels seront détenus sur un compte courant et tous les autres fonds non alloués seront détenus en dépôt.

34. **Comptabilité et vérification des comptes.** Conformément aux méthodes comptables éprouvées, le programme tiendra des relevés distincts indiquant avec précision les dépenses afférentes aux diverses composantes et activités qu'il aura financées. Tous ces comptes et relevés feront l'objet chaque année d'un audit du vérificateur général des comptes ou d'un cabinet d'experts comptables de bonne réputation désigné par l'UCP et ayant l'agrément de l'institution coopérante et du FIDA. Les comptes/états financiers vérifiés ainsi que l'avis d'audit seront présentés chaque année à l'institution coopérante et au FIDA, au plus tard dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier.

F. Organisation et gestion

35. La plupart des activités du programme seront réalisées en sous-traitance par des entreprises du secteur privé, des ONG ou d'autres acteurs compétents désignés comme chefs de file ou partenaires. Les attributions du gouvernement consisteront principalement à assurer la planification, la réglementation, la supervision technique et le suivi. Dans ce cadre d'ensemble, l'apport des services techniques d'appui sera organisé par l'administration centralisée de district et le MCC. La coordination générale aux niveaux du district, de la zone et du pays sera assurée par le comité de développement de district, par des groupes consultatifs de zone, à créer, et par le comité de pilotage du programme (CPP). Le CPP, qui sera dirigé par le Secrétaire permanent du Cabinet du Premier Ministre, comprendra des représentants des ministères concernés, de la TCCIA, des ONG et des parties prenantes, y compris les principaux donateurs participant directement ou indirectement au programme (DANIDA, SNV, USAID ainsi que les Gouvernements français, néerlandais, suédois et suisse). Il a été prévu de doter ces unités de coordination du personnel, de l'équipement et du matériel



appropriés. La composante services financiers sera réalisée par les BCP en vertu d'un accord subsidiaire distinct avec le gouvernement. Les organismes titulaires d'un contrat de partenaire aideront les organisations communautaires de commercialisation à mener diverses activités telles que l'organisation, le renforcement des capacités et l'établissement de liens avec les partenaires en amont (ONG, secteur privé et organismes bancaires). Un organigramme détaillé figure à l'appendice V.

36. Pour le suivi et l'évaluation, le programme élaborera et appliquera un cadre orienté vers l'impact fondé sur l'analyse participative du cadre logique. Il aidera le gouvernement et les bénéficiaires à concevoir un système de suivi et d'évaluation participatifs d'impact qui puisse répondre à leurs préoccupations premières et servir à évaluer la performance et l'impact de leurs activités. Un appui sera fourni pour la formation du personnel du programme, du Ministère des finances, du Cabinet du Premier Ministre, du MCC, des administrations locales et des bénéficiaires pour leur permettre de se familiariser avec le processus et de l'appliquer sur le terrain. Il est également prévu de concevoir un système approprié de gestion informatisée une fois qu'on aura établi le système d'évaluation participative de suivi et d'évaluation d'impact, en consultation avec les parties prenantes. Outre les arrangements usuels concernant les rapports semestriels et annuels et un bilan à mi-parcours, on aidera à organiser des ateliers de zone qui: a) dresseront le bilan des progrès réalisés dans une zone; b) analyseront les problèmes survenus en cours d'exécution et débattront des remèdes possibles; c) examineront la démarche du programme et proposeront les modifications nécessaires, et d) se serviront des résultats pour planifier les activités de l'année suivante .

G. Justification économique

37. Étant donné le caractère pluridimensionnel du programme proposé, dont les activités se dérouleront aux niveaux du pays, de la zone, du district et des communautés, on compte que les populations en bénéficieront à tous ces niveaux. Les avantages directs au niveau national découleront des activités financées au titre de la composante soutien à l'élaboration des politiques, mais on s'attend aussi à ce que des activités comme la mise en place de filières commerciales et le développement du secteur privé au niveau du district aient une influence sensible sur les activités du système de commercialisation en dehors de la zone immédiate d'exécution. Cette composante devrait entraîner des améliorations dans tout l'environnement commercial et avoir des retombées favorables pour 6,6 millions de ménages dans le pays, en réduisant le coût des denrées alimentaires, en améliorant les disponibilités alimentaires et en accroissant la participation du secteur privé dans les activités d'échange et de transformation des produits agricoles. Environ 1,4 million de ménages bénéficieront directement du programme. Son taux de rentabilité interne est évalué à 17% environ.

H. Risques

38. Les principaux risques associés au programme sont: a) que le gouvernement ne respecte pas intégralement l'engagement de rationaliser les politiques clés de commercialisation qui entravent actuellement le libre jeu des forces du marché; b) qu'on hésite à confier au secteur privé la réalisation des principales activités du programme, et c) qu'on ne procède pas à la délégation de pouvoirs aux districts et aux organisations de la société civile. Le programme comporte des garanties appropriées ainsi que des mécanismes d'examen qui devraient minimiser ces risques et en atténuer les conséquences défavorables. La participation des intéressés (y compris les donateurs) au dialogue sur les politiques à suivre encouragera le gouvernement à lever les obstacles et à prendre des mesures utiles. Des objectifs progressifs ont été définis pour la réalisation de chacune des composantes du programme et les décaissements seront suspendus s'ils ne sont pas atteints. Une assistance financière suffisante sera cependant apportée pour aider les parties prenantes à atteindre les objectifs fixés. Le calendrier de réalisation souple du programme permettra aussi de dresser des bilans annuels et de prendre des mesures correctives en fonction des enseignements tirés en cours d'exécution.

I. Impact sur l'environnement

39. Une analyse de la situation et de l'impact écologique faite lors de l'évaluation prospective a classé le programme dans la catégorie C. Le Département de l'environnement du Cabinet du Vice-Président a formulé des directives pour l'évaluation d'impact sur l'environnement, en vertu desquelles les propositions de projets émanant des ministères compétents doivent être présentées pour approbation. Le Cabinet du Premier Ministre demandera au Cabinet du Vice-Président d'appliquer la classification locale appropriée. Le programme aura un impact favorable sur l'environnement du fait que les installations de commercialisation seront améliorées dans le respect des règles en vigueur en matière d'hygiène, et sera accompagné d'une formation aux activités de sensibilisation au VIH/SIDA et d'une aide pour le contrôle de qualité, le calibrage et la normalisation des produits commercialisés.

J. Aspects novateurs

40. Le programme est conçu de manière à susciter une participation plus active et globale des petits producteurs et du secteur privé. Même s'il est prévu de fournir un appui plus intensif au niveau local (amélioration de l'infrastructure des marchés et renforcement des groupes d'agriculteurs, par exemple) dans certaines zones géographiques, le programme s'efforcera aussi de faciliter la création d'un cadre d'action favorable et d'un environnement législatif et institutionnel porteur, au niveau national comme au niveau local. On cherchera par conséquent à forger un large partenariat avec les diverses parties prenantes (gouvernement, secteur privé, agriculteurs, GP, IC, donateurs, ONG et autres). Le programme encouragera la concertation en lui donnant une large assise et s'efforcera de dégager un consensus entre les parties prenantes. Il devrait aussi jouer un rôle de catalyseur et faciliter les activités plutôt que les exécuter. Il favorisera et développera les liaisons entre les petits exploitants, d'autres fournisseurs de services et le secteur privé en facilitant le dialogue, en renforçant les mécanismes et les capacités des institutions, et en offrant un soutien technique et des mesures incitatives.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

41. Un accord de prêt entre la République-Unie de Tanzanie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

42. La République-Unie de Tanzanie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

43. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République-Unie de Tanzanie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à douze millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (12 950 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2041 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 4 décembre 2001)

1. La plupart des activités du programme seront réalisées dans le cadre d'arrangements de sous-traitance en faisant appel aux services d'entrepreneurs du secteur privé, d'ONG et d'autres acteurs compétents (collectivement, "agents partenaires") choisis sur la base des fonctions établies par l'Unité de coordination du programme (UCP) et approuvées par le FIDA. Les responsabilités du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie (ci-après dénommé "le Gouvernement") en matière d'exécution du programme consisteront essentiellement à assurer la planification, la réglementation, la supervision technique et le suivi. Les banques commerciales participantes (BCP) associées à la mise en œuvre des activités au titre de la composante soutien aux marchés financiers seront sélectionnées par l'UCP, après examen préalable et approbation du FIDA et du Comité de pilotage du programme (CPP).
2. Le Gouvernement, par l'entremise de l'UCP, conclura avec chacune des BCP un accord de garantie du crédit, agréé par le FIDA, relatif à l'application du système de garantie de prêts de la composante services d'appui aux marchés financiers (le "système de garantie de prêts"), en vertu duquel le Gouvernement garantira une partie du remboursement des prêts en cas de défaillance des emprunteurs des BCP dans le cadre du programme. Le Gouvernement soumettra au FIDA pour observations et approbation avant signature le projet d'accord de garantie établi pour chaque BCP.
3. L'UCP ouvrira, puis maintiendra dans une banque commerciale acceptable pour le FIDA deux comptes courants libellés en shillings tanzaniens (TZS) pour financer les opérations du programme à l'exception de celles relatives au système de garantie de prêts, qui relèveront des comptes prévus à cet effet, comme indiqué au paragraphe 4 ci-après. Un des comptes courants sera ouvert à Arusha pour les opérations du programme dans la zone nord et l'autre à Mbeya pour les opérations du programme dans la zone des plateaux du sud (collectivement, les "comptes du programme"). Le Gouvernement versera chaque année sur les comptes du programme le montant des contributions de contrepartie indiquées dans le PTBA de l'année correspondante. L'UCP sera pleinement autorisée à gérer les comptes du programme.
4.
 - a) Dès que possible après la date d'entrée en vigueur, mais en tout cas avant aucun décaissement en sa faveur au titre du système de garantie de prêts, chaque BCP ouvrira puis maintiendra un compte réservé portant intérêt, libellé en TZS pour les opérations relevant du système de garantie de prêts (collectivement, "les comptes système de garantie de prêts"), qui sera tenu conformément aux pratiques de la BCP en suivant les règles de prudence de la Banque de Tanzanie.
 - b) Les signataires des comptes système de garantie de prêts seront un représentant de la BCP concernée et un représentant désigné du Gouvernement, dont les deux signatures seront requises pour décaisser les fonds du compte.
 - c) Les intérêts perçus sur les fonds des comptes système de garantie de prêts seront déposés sur chacun de ces comptes et serviront à financer le système.
5. Chaque BCP utilisera son compte système de garantie de prêts conformément aux dispositions de l'accord de prêt, de l'accord de garantie du crédit et du règlement en matière de crédit au moins jusqu'à la date précisée dans l'accord de garantie du crédit ou jusqu'à une date ultérieure qui aura été

ANNEXE

approuvée par le FIDA; à défaut, si aucune date n'est mentionnée, jusqu'à la date d'achèvement du programme. Lorsque les activités de prêt des BCP au titre du programme auront pris fin, le Gouvernement s'assurera que chacune ferme son compte système de garantie de prêts et lui restitue le solde des fonds avec les intérêts perçus.

6. L'UCP établira une version provisoire du règlement destiné à la composante appui aux marchés financiers. Elle soumettra ensuite cette version au CPP pour approbation. Une fois approuvée par le CPP, la version provisoire sera transmise par l'UCP au FIDA pour observations et approbation, puis le CPP adoptera le règlement en matière de crédit, substantiellement dans la forme approuvée par le Fonds, pour application à tous les crédits consentis aux bénéficiaires du programme financés directement ou indirectement par le prêt du FIDA.

7. Le programme sera exécuté en deux phases, la première (phase I ou première phase) s'étalant sur quatre ans et la seconde (phase II ou seconde phase) s'échelonnant sur trois ans. Le bilan à mi-parcours du programme comprendra une analyse des indicateurs minimums spécifiques mentionnés dans l'accord de prêt qui serviront au FIDA pour décider de confirmer le financement de la seconde phase du programme dont la conception détaillée sera ultérieurement précisée.

8. Pendant la première année, le Gouvernement mettra en place le comité national de coordination des politiques de commercialisation des produits agricoles.

9. Pendant la première année, le Gouvernement procédera aussi, en concertation avec le FIDA et avec son approbation, aux nominations suivantes sur la base de fonctions agréées par le Fonds: un conseiller national et un conseiller international en matière de politiques, qui seront affectés au Cabinet du Premier Ministre; un spécialiste national des politiques, qui sera affecté au Ministère des coopératives et de la commercialisation; et un spécialiste international de la commercialisation, qui sera affecté à l'UCP.

10. Le Gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que ses contributions de contrepartie au titre du programme soient dûment inscrites dans son budget annuel d'investissement public. Ces contributions couvriront, conformément au PTBA établi pour chaque année du programme, les coûts relatifs à l'exonération d'impôts et aux bureaux. Le Gouvernement veillera en outre à ce que ses contributions de contrepartie soient mises ponctuellement à la disposition du programme pendant toute sa période d'exécution.

11. Le système de suivi et d'évaluation (S&E) du programme sera adapté aux exigences des parties prenantes et sa mise en œuvre sera facilitée par l'UCP. Le programme aidera le Gouvernement et les parties prenantes à concevoir un système participatif de suivi et d'évaluation d'impact fondé sur l'analyse du cadre logique du programme, pour mesurer la performance au niveau de la base. La sélection des indicateurs et la conception générale du système de suivi seront axées sur les résultats et les objectifs, et agréées par le FIDA. La responsabilité générale du bon fonctionnement (et de l'établissement des rapports y afférents) incombera à l'UCP, par l'entremise du responsable du S&E et de ses deux spécialistes (un dans chaque bureau de l'UCP), qui assurera également le suivi des aspects financiers et matériels du programme et rendra compte aux parties prenantes afin de créer un environnement plus propice à l'apprentissage.

12. Des ateliers annuels d'examen et de planification seront tenus dans chacune des zones de commercialisation du programme à compter de la deuxième année. Ces ateliers seront organisés par l'UCP à l'intention des représentants d'un large éventail de parties prenantes dans les secteurs de polarisation à l'intérieur de la zone de commercialisation du programme.



ANNEXE

13. Le Gouvernement exonérera d'impôts l'importation, l'achat et la fourniture de biens et services financés par le prêt. La valeur de ces exonérations sera imputée sur les fonds de contrepartie que le Gouvernement est tenu de mettre à la disposition du programme.
14. Le Gouvernement assurera le personnel clé du programme contre les risques de maladie et d'accident selon les pratiques et la réglementation en vigueur sur son territoire.
15. Le Gouvernement confirmera que la nomination de son contrôleur et vérificateur général pour vérifier les comptes du programme. À cet effet, le coordonnateur du programme informera officiellement le contrôleur et vérificateur général de l'obligation de vérifier les comptes conformément aux conditions générales applicables au financement du développement agricole (les "conditions générales"). Le Gouvernement veillera également à ce que chaque BCP désigne un vérificateur indépendant pour vérifier ses comptes relatifs à la composante appui aux marchés financiers et que ce vérificateur procède conformément aux conditions générales. Le Gouvernement fera en sorte que les rapports annuels d'audit du programme soient détaillés et fondés sur des états financiers établis conformément aux principes comptables généralement acceptés et qu'ils rendent convenablement compte de l'état d'avancement et des opérations du programme. Les rapports d'audit devront, entre autres, porter sur: a) les états de dépenses au titre du programme; et b) l'utilisation du compte spécial.
16. Pour qu'un district soit habilité à participer au programme, il devra être associé: a) au programme du Gouvernement relatif à la stratégie de réduction de la pauvreté, et b) au programme d'appui aux administrations locales.
17. Pendant la première année de sa participation au programme, chaque district: a) constituera un comité de district pour la coordination des politiques de commercialisation; et b) formulera un plan d'entretien routier qui sera agréé par l'UCP.
18. Le Gouvernement veillera à ce que les conseils de district dans chacun des districts du programme affectent des fonds suffisants, comme indiqué dans les PTBA, à la réfection et à l'entretien de toutes les routes rurales, ponts et ponceaux financés dans le cadre du programme.
19. Conformément à l'objectif général du programme qui est d'améliorer les systèmes de commercialisation des produits agricoles dans le pays moyennant notamment la participation active des femmes, le Gouvernement veillera à ce qu'elles figurent parmi les représentants du groupe cible auprès des groupes consultatifs des zones de commercialisation et des groupes consultatifs des secteurs de focalisation.
20. Le Gouvernement s'assurera que chaque agent partenaire ouvre et maintienne un compte distinct dans une banque commerciale acceptable pour ses opérations dans le cadre du programme.
21. Le droit du Gouvernement à solliciter des retraits sur le prêt peut en outre être suspendu au cas où l'un des faits suivants se produit:
 - a) à la date d'entrée en vigueur ou plus tard, l'accord avec le Fonds africain de développement (FAfD) n'a pas pris pleinement effet à la date ou aux dates spécifiées dans ledit accord ou à une date ou des dates ultérieures établies à cet effet par le FAfD et le Gouvernement ne dispose pas de fonds de remplacement selon des modalités et conditions acceptables pour le FIDA;
 - b) le droit du Gouvernement à procéder à des retraits sur le crédit du FAfD et/ou sur tout don ou crédit/prêt accordé par d'autres donateurs a été suspendu, annulé ou résilié, en totalité ou en partie, ou si le crédit du FAfD ou tout crédit/prêt accordé par d'autres

ANNEXE

donateurs est devenu exigible et payable avant l'échéance convenue; ou encore s'il s'est produit un fait qui, par préavis ou caducité, pourrait entraîner des effets identiques à ceux qui précèdent;

- c) le règlement en matière de crédit, ou une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification sans le consentement préalable du FIDA, et le FIDA a établi que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement, modification a eu ou risque d'avoir des conséquences matérielles défavorables sur la composante appui aux marchés financiers;
- d) le manuel d'exécution du programme, ou l'une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification sans le consentement préalable du FIDA, et le FIDA a établi que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou modification a eu, ou risque d'avoir des conséquences matérielles défavorables sur le programme; et
- e) le Gouvernement et le FIDA ne sont pas parvenus à s'accorder sur les recommandations, le plan d'action et la conception découlant du bilan à mi-parcours en ce qui concerne la seconde phase, dans les délais prescrits, ou ces éléments n'ont pas été mis en œuvre dans les délais prescrits.

22. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions de décaissement des fonds du prêt à toute BCP au titre des dépenses afférentes à la composante appui aux marchés financiers:

- a) le règlement en matière de crédit a été approuvé par le FIDA dans sa version provisoire et une copie dudit règlement, tel qu'adopté par le CPP, substantiellement dans la forme ainsi approuvée, et certifiée conforme et complète par un représentant compétent de l'agent principal du programme, a été remise au FIDA;
- b) l'accord de garantie du crédit avec les BCP a été approuvé par le FIDA dans sa version provisoire, une copie dudit accord, tel que signé par l'UCP et la BCP concernée, substantiellement dans la forme ainsi approuvée et certifiée conforme et complète par un fonctionnaire compétent du Gouvernement, a été remise au FIDA; la signature et l'exécution dudit accord par l'UCP et la BCP ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales et toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de cet accord ont été remplies; et
- c) les BCP ont désigné des vérificateurs indépendants acceptables pour le FIDA pour vérifier leurs comptes relatifs à la composante soutien aux marchés financiers du programme, conformément au paragraphe 15 ci-dessus.

23. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) le CPP et l'UCP ont été dûment établis;
- b) le coordonnateur du programme et le contrôleur financier ont été dûment nommés par le Gouvernement et approuvés par le FIDA;
- c) le manuel d'exécution du programme a été approuvé par le FIDA et adopté par le CPP;
- d) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial et l'UCP a dûment ouvert les deux comptes de programme;



ANNEXE

- e) le Gouvernement a pris les arrangements nécessaires à la mise à disposition des contributions de contrepartie pour la première année et en a donné la preuve;
- f) le PTBA pour la première année a été soumis au FIDA pour examen et approbation, et le CPP l'a adopté;
- g) le Gouvernement a mis à disposition des locaux satisfaisants: i) pour l'UCP à Arusha et Mbeya; et ii) pour les spécialistes et le personnel d'appui du programme dans les bureaux de l'agent principal du programme et du Ministère des coopératives et de la commercialisation à Dar-es-Salaam;
- h) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- i) un avis juridique favorable, émis par le Procureur général et acceptable tant en la forme que sur le fond a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA
UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Land area (km² thousand) 1997 1/	884	GNI per capita (USD) 1999 4/	260
Total population (million) 1999 4/	32.9	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/	0.5
Population density (people per km²) 1998 1/	36	Average annual rate of inflation, 1990-98 2/	24.3
Local currency	Tanzanian Shilling (TZS)	Exchange rate:	USD 1 = TZS 880
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	3.0	GDP (USD million) 1999 4/	8 760
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	41	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	16	1980-90	n.a.
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	85	1990-98	3.0
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	47		
		Sectoral distribution of GDP 1998 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	% agriculture	46
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% industry	15
Total labour force (million) 1998 1/	16.4	% manufacturing	7
Female labour force as % of total 1998 1/	49	% services	39
		Consumption 1998 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	8
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	67	Private consumption (as % of GDP)	83
Adult literacy rate (% age 15 and above) 1998 3/	74	Gross domestic savings (as % of GDP)	8
		Balance of Payments (USD million)	
Nutrition		Merchandise exports 1998 1/	589
Daily calorie supply per capita 1997 3/	1 1 995	Merchandise imports 1998 1/	1 365
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	43	Balance of merchandise trade	-776
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	31	Current account balances (USD million)	
		Before official transfers 1998 1/	-1 348
Health		After official transfers 1998 1/	-907
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	n.a.	Foreign direct investment 1998 1/	172
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	0.04		
Percentage population without access to safe water 1990-98 3/	34		
Percentage population without access to health services 1981-93 3/	7		
Percentage population without access to sanitation 1990-98 3/	14		
		Government Finance	
Agriculture and Food		Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	n.a.
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	17 a/	Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	n.a.
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	120	Total external debt (USD million) 1998 1/	7 603
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	100.0	Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	70
		Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	20.8
Land Use		Nominal lending rate of banks 1998 1/	26.7
Arable land as % of land area 1997 1/	3.5	Nominal deposit rate of banks 1998 1/	7.8
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	325		
Forest area as % of total land area 1995 1/	36.8		
Irrigated land as % of cropland 1995-97 1/	3.8		

n.a. not available.

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 20002/ World Bank, *Atlas*, 20003/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

TARGET GROUPS' MAJOR CONSTRAINTS, PROPOSED PROGRAMME RESPONSE AND SELECTION CRITERIA

Target Group	Major Constraints	Programme Response	Selection Criteria
Poor smallholder farmers: Producer groups (PGs) and grass-roots institutions (GIs)	Low return to agricultural activity: <ul style="list-style-type: none"> • Lack of understanding of markets • Lack of market information • Lack of commercial orientation • Limited linkages with buyers • Lack of cash liquidity • High post-harvest losses • Production systems characterized by low value, unstable production and limited value-added • Lack of organizational capacity and bargaining power • Poor physical access to markets • Lack of transportation options • High costs of existing transportation • Trade restriction (unclear taxation, low transparency) 	Based on participatory needs assessment, planning and market opportunities: <ul style="list-style-type: none"> • Provide training and technical support • Establish, develop and strengthen producer groups • Improve access to price information • Facilitate linkages with buyers • Facilitate access to financial services by microfinance institutions (MFIs) and loans through the inventory credit scheme • Facilitate organizational capacity-building • Provide training on quality and quantity enhancement in relation to market demand • Rehabilitate rural roads and other market-support infrastructure • Provide support for district-based policy reform to reduce levies and trade restrictions 	Geographical area : <ul style="list-style-type: none"> • Actual or potential marketable agricultural output; at least one crop with high market potential identified for cultivation and local trade • Within reasonable reach from the main access road (existing or planned to be improved) • Income should not exceed USD 270 For existing or emerging groups to be eligible for programme support: <ul style="list-style-type: none"> • Based in programme area • +40% of women membership • Minimal critical mass of participants for a new focal area (numbers to be determined by project coordination unit (PCU)) • Democratic management structure • Demonstrated commitment to participation and self-development • Geographical proximity and desire to collaborate for specific activities • Average cropped area should not exceed 2 ha • 50% of training to be for women • 50% of management/leadership roles filled by women For village access roads: <ul style="list-style-type: none"> • Community contribution
Poor smallholder farmers – women	As above, plus: <ul style="list-style-type: none"> • No land or little land of their own • Lack of knowledge to pursue off-farm income-generating opportunities • Low return from on- and off-farm activities per labour • Limited access to financial services due to remoteness and cultural factors • Cultural constraints, especially for woman-headed households 	As above, plus: <ul style="list-style-type: none"> • Technical assistance and training for special needs and priorities (e.g. value enhancement) • Implementation to facilitate women's access (i.e. timing, location of activities, etc.) • Promotion of high-value crops and semi-processing • Monitoring of participation level by vulnerable groups and impact; implementation of a strategy to make it as inclusive as possible • Promotion of access to rural finance institutions through groups 	<ul style="list-style-type: none"> • Demonstrated commitment for self development • Desire to develop/participate in group activities and development

APPENDIX II

Target Group	Major Constraints	Programme Response	Selection Criteria
Small-scale rural enterprises (traders, retailers, processors)	<ul style="list-style-type: none"> • Limited access to investment and working capital • Lack of business and financial management skills • Limited access to market information • Minimal storage facilities • High procurement cost for raw material • High transport costs in rural areas • Non-conducive business environment (e.g. taxation, permits, licences, etc.) • Lack of collaboration between small enterprises for mutual interest • Limited adoption of improved technology 	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitate access to financial services by MFIs and through the inventory credit scheme • Provide training in business and financial management • Support market information services • Support policy, legislative and regulatory reform • Facilitate market linkages • Rehabilitate rural roads and market support infrastructure • Group strengthening/establishment of small-scale entrepreneur groups • Support business organizations through promotion of Tanzanian Chamber of Commerce, Industry and Agriculture (TCCIA) associations at district level • Provide technical assistance 	<ul style="list-style-type: none"> • Deals with agricultural commodities • Owns neither fixed business premises nor vehicles • Business registered or in the process of registering • No more than three employees • Operates within the programme area • Demonstrated commitment and commercial orientation • Desire to collaborate for specific activities • Minimal critical mass of participants for a new focal area (numbers to be determined by PCU)
Medium-scale agribusiness enterprises	<ul style="list-style-type: none"> • Limited access to capital for investment • Non-conducive business environment (taxation, permits, licences, etc) • Limited dialogue with Government for better business environment • Limited access to information • Low confidence in smallholders as low-cost and reliable suppliers • High transport costs in rural areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitate access to participating commercial bank (PCB) financial services through loan guarantees and through inventory credit scheme • Provide support for policy, legislative and regulatory reform • Facilitate organization of private sector and dialogue with public sector at district and national levels • Improve availability of market information • Facilitate market linkages with rural smallholder producers • Rehabilitate rural roads • Provide business-management training and advice on a cost-sharing basis • Organize smallholder farmers to reduce transaction costs and facilitate market linkages. 	<ul style="list-style-type: none"> • Agribusiness oriented • Willingness to deal with smallholder producers and small-scale entrepreneurs • Registered or in the process of registering • Potential for commercially viable investment and business operation, but with demonstrated needs for external assistance • Minimal critical mass of produce from smallholder farmers (numbers to be determined by PCU) • No more than 50 employees • Willingness to secure agricultural products locally produced by smallholder farmers • Willingness to establish and maintain (after programme support) relationship with smallholders on fair terms • Willingness to share the cost for some technical assistance under programme

PREVIOUS IFAD LOANS TO THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement %
Mwanza/Shinyanga Rural Development Project	World Bank	World Bank	HC	13 Apr 78	28 Feb 79	31 Dec 84	L - I - 2 - TAN	USD	12 000 000	0.790704696
Southern Highlands Smallholder Food Crop Project	IFAD	World Bank	HC	05 Sep 85	03 Aug 87	31 Dec 93	L - I - 176 - TZ	SDR	14 500 000	0.516053595
Smallholder Support Project in Zanzibar	IFAD	World Bank	HC	13 Sep 89	07 Mar 91	31 Dec 97	L - I - 242 - TZ	SDR	8 150 000	0.611001825
Southern Highlands Extension and Rural Financial Services Project	IFAD	World Bank	HC	06 Apr 93	30 Jun 93	30 Sep 00	L - I - 324 - TZ	SDR	11 500 000	0.998391574
Smallholder Development Project for Marginal Areas	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 89	05 Oct 90	31 Dec 97	G - S - 20 - TZ	SDR	650 000	0.905201662
Smallholder Development Project for Marginal Areas	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 89	05 Oct 90	31 Dec 97	L - S - 24 - TZ	SDR	11 450 000	0.592962107
Mara Region Farmers' Initiative Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	25 Jun 96	30 Jun 03	L - I - 400 - TZ	SDR	9 650 000	0.892321576
Agricultural and Environmental Management Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 96	10 Sep 97	31 Dec 03	L - I - 433 - TZ	SDR	10 300 000	0.595322526
Participatory Irrigation Development Programme	IFAD	UNOPS	HC	08 Sep 99	18 Feb 00	30 Sep 06	L - I - 511 - TZ	SDR	12 550 000	0.142364998
Rural Financial Services Programme	IFAD	UNOPS	HC	07 Dec 00	31 Oct 01	30 Jun 01	L - I - 550 - TZ	SDR	12 800 000	n.a.

HC = Highly concessional

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Risks/Assumptions
Long-Term Goal			
The incomes and food security of at least 25 000 rural poor households living in the northern and southern marketing zones increased.	<ul style="list-style-type: none"> Reduction in the % of total household expenditure on food, from about 60% Reduction in percentage of households below the food poverty line, from 32% Reduction in the prevalence of child malnutrition from about 31% Reduction in the rate of rural unemployment 	<ul style="list-style-type: none"> Bureau of Statistics census and surveys (e.g. household budget survey, poverty monitoring for the poverty-reduction strategy, health survey, etc.) District statistics 	
Intermediate Goal			
The structure, conduct and performance of agricultural marketing system improved in the northern and southern marketing zones.	<ul style="list-style-type: none"> Increase in producer's share of domestic market or export prices Decrease in price differentials between seasons and regions Increase in the number of commercial entities providing services to the agricultural sector (buyers, traders, banks, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> MCM price data Domestic price data Records of MCM, Bank of Tanzania and Ministries of Agriculture and Food Security and of Industries and Commerce 	<ul style="list-style-type: none"> Political and economic stability Monetary policy rationalized
Objectives			
Smallholder farmers increase and diversify production in response to market demand from a greater number of small and medium-scale entrepreneurs actively participating in rural areas.	<ul style="list-style-type: none"> Increase in the volume and value of agricultural output marketed by smallholder farmers Reduction in the percentage of households that sell none of their production, from 38% Increase in the production and processing of non-staple food products 	<ul style="list-style-type: none"> Ministry of Agriculture and Food Security (MAFS) statistics (district level) Bureau of Statistics surveys Baseline farm and group surveys and sample repeater surveys Records of business associations/producer groups Periodic survey of marketing actors 	<ul style="list-style-type: none"> Government and stakeholder commitment to good governance Agricultural sector reform implemented
Outputs			
1. Awareness created and action taken by national and local government policy-makers to reduce the adverse economic impacts of marketing policies on smallholders and traders.	<ul style="list-style-type: none"> New policy and legislation enacted and implemented Reduction in the number of levies and taxes charged, at both national and district level Reduction in the number of steps and time taken for registering and obtaining licenses/permits for business operation Increase in official cross-border and inter-regional trade 	<ul style="list-style-type: none"> Government gazette Opinion surveys with private/business sector Stakeholder evaluations District agricultural records National customs reports Programme monitoring and evaluation (M&E) 	<ul style="list-style-type: none"> Government's commitment to pro-market reform continues Tanzanian agricultural production remains competitive
2. More efficient, less regressive agricultural taxation policies put in place at district level.	<ul style="list-style-type: none"> Reform by-laws enacted (vis-à-vis agricultural levies/taxes) Number of district levies/cesses reduced or eliminated Increase in collection rates of local government taxes 	<ul style="list-style-type: none"> District Council budgets/records Programme M&E District tax-collection records 	<ul style="list-style-type: none"> Local government reform programme effectively implemented
3. Strengthened and newly formed producer and trader groups use improved production, processing and marketing techniques.	<ul style="list-style-type: none"> Increase in the number and membership (male/female) of producer and trader organizations Improvement in the quality of marketed produce (for certain crops) – measured by % of graded produce and % rejected by buyers Number of formal associations/organizations registered 	<ul style="list-style-type: none"> Records by producer and trader organizations Official association registration records PCU interviews with producer organizations and buyers Programme M&E 	<ul style="list-style-type: none"> No drastic price fluctuation of agricultural commodities due to external shocks



Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Risks/Assumptions
4. Replicable market linkages established between smallholders and traders/processors.	<ul style="list-style-type: none"> • Increase in number of contractual arrangements made and maintained between producers and private traders/enterprises • Increase in the value and volume of output sold through contractual arrangements • Increase in the number of agribusiness enterprises • Increase in number of people employed and/or investments by agribusiness enterprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Records by producer/trader groups • Official business registration records • Staff/financial records kept by agribusiness enterprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Local government authorities supportive of private-sector development
5. An effective market information system put in place.	<ul style="list-style-type: none"> • Increase in percentage of districts from which data is received • Improved regularity of data collection and broadcasting • Number of quarterly MCM bulletins disseminated on time • Increase in percentage of listeners to market information programmes • Increase in number of requests made for market information from private service providers 	<ul style="list-style-type: none"> • MCM records • Contracted diagnostic surveys and focus group interviews • Records by private market information providers 	
6. Access of smallholder producers and traders to agricultural markets and market infrastructure improved	<ul style="list-style-type: none"> • Increase in % of roads considered passable year-round, from 20% • Decrease in the number of households more than 10 km from passable roads, from 20% • Increase in the volume of goods moved within focal areas • Increase in revenue raised from road/market facilities users 	<ul style="list-style-type: none"> • Bureau of Statistics census and surveys • District Council records and reports • Interviews with traders/transport operators • Interviews with farmers and producers • Programme M&E 	<ul style="list-style-type: none"> • Rural market infrastructure constructed/maintained based on market imperatives.
7. Capacity of district councils to plan, supervise and maintain infrastructure (particularly roads) in a sustainable and cost-effective manner improved.	<ul style="list-style-type: none"> • Funds spent in districts for infrastructure maintenance work • Road length maintained per year by district • Length of village access roads maintained by village councils 	<ul style="list-style-type: none"> • District records • Road Fund expenditure reports • District Council road maintenance plans • Focal Area maps 	<ul style="list-style-type: none"> • District councils use Road Fund monies for road maintenance effectively. • Village councils undertake maintenance of village access roads.
8. Impact-oriented programme coordination mechanism established and functioning	<ul style="list-style-type: none"> • % of achievement of AWP/B targets/benchmarks • Quality of AWP/B and progress reports submitted to cooperating institution/IFAD by set deadline, including description of activities/support related to impact monitoring and assessment • Perception of stakeholders towards the programme and programme coordination 	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports and supervision reports • Programme AWP/B and progress reports • Evaluation at stakeholder workshop • Focus group interviews, beneficiary interviews • Zonal Advisory Groups – assessments • Focal Area Advisory Groups – assessments 	
Activities			
1.1.National agricultural policy finalized with grass-roots stakeholder contribution 1.2.National Agricultural Marketing Policy Coordination Committee functioning 1.3.MCM capacity for policy development and analysis improved	1.1.1. Seven studies conducted by PY 3 1.1.2. Consultative workshops take place at district, zonal and national level by PY 3 1.2.1. Committee meets four times annually 1.3.1. Number of staff trained 1.3.2. Specialist technical assistance put in place by end of PY 1	<ul style="list-style-type: none"> • Programme policy M&E • Minutes of meetings • Programme M&E • MCM records 	

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Risks/Assumptions
2.1. District Councils trained and equipped to implement economically efficient agricultural taxation policies.	2.1.1. District staff and councillors trained in participating districts by end of PY 5 2.1.2. Studies of district taxation policies completed in each participating district 2.1.3. Computerized taxpayer database system put in place at district level	<ul style="list-style-type: none"> • District records • Programme M&E 	<ul style="list-style-type: none"> • District councils willing to rationalize agricultural taxes
3.1. Producer groups strengthened/established 3.2. Trader/processor groups strengthened/ established	3.1.1. At least 360 new producer groups established and trained in each marketing zone by PY 7 3.1.2. At least 50 existing producer groups trained in each marketing zone by PY 7 3.2.1. At least 30 trader/processor groups established in each marketing zone by PY 7 3.2.2. At least 60 existing processor groups trained in each marketing zone by PY 7	<ul style="list-style-type: none"> • Group records • Programme M&E 	
4.1. Interaction between producers and traders/processors facilitated 4.2. Business advisory services provided to producer, trader and processor groups 4.3. Inventory lending scheme operational 4.4. Loan guarantee fund established	4.1.1. Marketing specialist recruited in PY 1 4.1.2. About 40 village-level workshops and demonstrations take place by PY 5 4.2.1. Number of market feasibility studies undertaken by PY 5 4.2.2. Market identification studies undertaken 4.3.1. Number of bonded warehouses financed and quantity of produce stored 4.3.2. Number and amount of loans made under scheme to MFIs or individuals 4.4.1. Number and amount of loans approved under scheme	<ul style="list-style-type: none"> • Programme M&E • Focal Area Advisory Group reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Participating commercial banks willing to assume share of lending risk
5.1. Computerized market information system established at MCM 5.2. Regional and district capacity to collect price information improved	5.1.1. Computer system put in place in PY 1 5.1.2. Training course in computerized statistical analysis completed 5.2.1. Equipment and motorcycles provided at district and regional level 5.2.2. Training in data collection completed by participating districts	<ul style="list-style-type: none"> • MCM records • Programme M&E • Interviews with traders, processors, producers 	<ul style="list-style-type: none"> • Producers, trader and processor groups recognize the value of timely market information.
6.1. Network of rural roads in focal areas improved and maintained 6.2. Other market infrastructure improved and maintained	6.1.1. By programme end, 350 km of roads (including bridges and culverts) rehabilitated, 350 km undergo spot improvement 6.1.2. About 200 km of village access roads rehabilitated 6.1.3. Cost of rehabilitation per km per district 6.2.1. Equivalent of 30 market centres rehabilitated by programme end	<ul style="list-style-type: none"> • District council records • Reports from consulting engineers • Programme M&E 	<ul style="list-style-type: none"> • All infrastructure works undertaken in support of other programme activities
7.1. District council staff and councillors and village communities trained in planning and maintenance of infrastructure	7.1.1. Number and type of training courses attended 7.1.2. Infrastructure works planned and executed by district	<ul style="list-style-type: none"> • District council records • Reports from consulting engineers • Programme M&E 	

Narrative Summary		Verifiable Indicators		Means of Verification	Risks/Assumptions
8.1.Responsive programme coordination unit established		8.1.1. Two zonal offices staffed and equipped in PY 1 8.1.2. Number of stakeholder consultations held annually, including planning and review workshops 8.1.3. Contracts negotiated and executed in timely manner		<ul style="list-style-type: none"> • Programme progress reports, AWP/B • Supervision missions and reports • Stakeholder interviews • Assessments by partner agencies • Mid-term review 	
8.2.Effective programme M&E system put in place		8.2.1. Programme M&E system (PMES) established in PY 1, including system for monitoring policy 8.2.2. Number of staff and others trained in logical framework and PMES			
Inputs		Financing			
	USD '000		USD '000	Loan agreements President's Report	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD Executive Board approves project • Cofinancing agreements approved and executed
Civil works	14 194.6	IFAD	16 344.6		
Equipment and Other Goods	654.1	African Development Fund (AfDF)	14 461.4		
Vehicles	1 655.1	Swiss Development Agency (SDC)	3 042.2		
Technical Assistance	8 871.7	DANIDA	2 530.4		
Training	9 584.5	District Governments	1 190.3		
Studies	1 568.9	Groups/Communities	513.6		
Guarantee Fund	741.0	Government	<u>4 218.9</u>		
Recurrent Costs	<u>5 631.5</u>	Total	42 301.4		
Total	42 301.4				

TABLE 1: RURAL POVERTY AND AGRICULTURAL SECTOR ISSUES

Priority Area	Major Issues	Actions Needed
Policy setting	<p><i>National level</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Restrictions on internal and international trade • Inconsistent policy application • Overvalued exchange rate • Ineffective stakeholder dialogue • Interference from crop boards and Strategic Grain Reserve (SGR) <p><i>District level</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Revenue raising policies • Market regulation • Direct government intervention in markets 	<ul style="list-style-type: none"> • Undertake studies on crop boards, trade restrictions, food security, food crops, exchange rate • Facilitate stakeholder dialogue with grass-roots representation • Build capacity in policy development, coordination and implementation • Support policy and legislative reform • Undertake district-level studies of local taxation policy • Build capacity at district level in market-oriented policy development
Commercial orientation by producers and relevant organizations	<ul style="list-style-type: none"> • Poor understanding of the functioning of markets, in particular supply and demand (inexperience; lack of information) • About one third of smallholders do not sell produce • Inadequate market power of producers (buyer and supplier cartels; lack of or low level of organization; lack of public debate) • Limited commercial management capacity • Limited access to financial resources • Absence of effective market linkages (contract negotiation and mechanisms; contacts; legal enforcement) 	<ul style="list-style-type: none"> • Strengthen market-oriented producer organizations and their ability to respond to market demands • Improve producer access to market information • Enhance public discussion and debate on marketing issues • Training in financial and business management • Facilitate access to financial services • Facilitate contacts and intermediation for market linkages • Develop efficient arbitration and enforcement mechanisms
Barriers to private- sector participation in rural marketing	<ul style="list-style-type: none"> • Limited access to financial resources for operations and investment • Regulation (barriers to movement; licensing) • Physical accessibility and high transaction costs • Lack of information and communication • Unequal application of charges/legislation • Uncertainty over policies and regulations 	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitate access to financial services • Support dialogue with producer groups and district/national authorities • Support organization of private sector (market points; lobbying/dialogue; information; ethics and consequences) • Support for business planning and operations • Develop market linkages (between producers and buyers)
Marketing support system	<ul style="list-style-type: none"> • Poor availability of market-related information • Lack of government capacity to monitor marketing system performance and contribute to conducive policy formulation and implementation 	<ul style="list-style-type: none"> • Identify and support generation and utilization of market information • Support performance studies and information dissemination (number of participants; margins; price differentials; trade and volumes of flows) • Capacity-building of government staff to analyse and disseminate market-related information
Rural market support infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> • Limited capacity of local government to plan and manage investments • Lack of resources for road improvement (funds for maintenance used) • Road and other works do not respond to market imperatives • Some 20% of rural households more than 10 km from nearest market 	<ul style="list-style-type: none"> • Strengthen local government institutional capacity for planning and management of civil works (transparency) that respond to market demands • Strengthen revenue-collection capacity and development of cofinancing arrangements with infrastructure facility users • Promote the sustainable improvement of market access roads and other market-related infrastructure

TABLE 2: TARGET GROUP PRIORITY NEEDS AND PROGRAMME PROPOSALS

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	Programme Response
Poor smallholder farmers (in general)	<i>Severe</i> <ul style="list-style-type: none"> Lack of understanding of markets Low returns from agricultural activity; production systems characterized by low-value and little value-added Low trading volumes Lack of cash liquidity Limited physical access to markets Regulatory restrictions on trade Prevalence of HIV/AIDS 	<ul style="list-style-type: none"> Wage labour Immediate sale of crops Support from relatives Subsistence agriculture 	Increase return to agricultural activity: <ul style="list-style-type: none"> Improved understanding of markets and better commercial orientation Improved linkages with buyers Improved cash liquidity Reduce post-harvest loss Access to crop storage facilities Increase information and access to inputs in order to produce higher-value marketable produce (types of crops, better quality, etc.) Better organizational capacity and bargaining power Improved physical access to markets Relaxation of trade restrictions 	Based on market opportunities (demand): <ul style="list-style-type: none"> Strengthen/establish producer organizations Provide training and technical support Improve access to price and market information Facilitate linkages with buyers Provide training on quality and quantity enhancement to respond to market demand Facilitate access to financial institutions through MFIs and loans (inventory credit scheme) Rehabilitate rural roads and other market support infrastructure Support district-based policy reforms to reduce crop levies and trade restrictions
Vulnerable groups (female/elderly-headed households, youth)	<i>Severe</i> As above, plus: <ul style="list-style-type: none"> Little or no land of their own Lack of time to undertake more remunerative activities Lack of assets or access to financing 	As above	As above, plus: <ul style="list-style-type: none"> Non-farm income-generating opportunities such as small-scale processing Higher returns to labour from on-farm and non-farm activities Access to financial services 	As above, plus: <ul style="list-style-type: none"> Promote high-value crops and semi- (on farm) processing of produce Enhance efficient use of time through participation in effective producer/processor organizations Promote access to rural financial services through groups
Small-scale rural enterprises (traders, retailers, processors, etc.)	<i>Moderate/high</i> <ul style="list-style-type: none"> Little or no collaboration between small enterprises for mutual gain Lack of business and financial-management skills Lack of access to investment and working capital Limited market information Lack of conducive business environment (related to taxation, trade, licenses/permits) High transport costs in rural areas Little overnight or longer-term storage facilities 	<ul style="list-style-type: none"> Other part-time employment and farming activities High labour input Act as agents for larger traders 	<ul style="list-style-type: none"> Better access to investment and working capital Improved business and financial-management skills Better access to information Rationalized agricultural taxation system Reduced procurement cost for raw material Collaboration between small enterprises for mutual interest Adoption of improved technology 	<ul style="list-style-type: none"> Strengthen/establish small-scale entrepreneur groups Provide training in business and financial management Facilitate access to financial institutions through MFIs and loans (inventory credit scheme and loan guarantee schemes) Support market information services Support rationalization of taxation, licensing and trade systems Rehabilitate rural roads and other market-support infrastructure Support business organizations/associations

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	Programme Response
Medium-scale agribusiness enterprises (traders, processors, exporters, etc.)	<i>Low</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Working capital from commercial banks • Limited growth or expansion 	<ul style="list-style-type: none"> • Better access to capital for investment and working capital • More conducive business environment • Improved dialogue with government for better business environment • Better access to information • Secure, reliable source of agricultural produce 	<ul style="list-style-type: none"> • Provide business-management training and advice (cost-sharing basis) • Improve quality of produce from smallholders • Facilitate access to financial services by PCBs through inventory and loan-guarantee schemes • Support policy and legislative reform • Facilitate organization and dialogue/fora with public sector at district and national level • Increase/improve availability of market information • Improve rural roads

TABLE 3: INSTITUTIONAL CAPABILITIES MATRIX

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Prime Minister's Office	<ul style="list-style-type: none"> Mandate to coordinate the business of all government ministries 	<ul style="list-style-type: none"> Specific skills for coordination weak Lack of operational budget 	<ul style="list-style-type: none"> Currently hosting IFAD Liaison Office. 	<ul style="list-style-type: none"> Programme to provide funds for operating budget
Ministry of Cooperatives and Marketing	<ul style="list-style-type: none"> Mandate for agricultural market promotion, registration, regulation and support for cooperatives Some experience/capacity in market information services 	<ul style="list-style-type: none"> Newly established ministry with still unclear breadth of responsibilities Limited policy expertise Small staff complement in marketing Lack of operational budget 	<ul style="list-style-type: none"> Roles and functions unclear 	<ul style="list-style-type: none"> Programme to provide capacity-building for policy development, coordination and implementation
Ministry of Agriculture and Food Security	<ul style="list-style-type: none"> Experience in support of all agricultural production Some policy formulation capacity Substantial cadre of extension staff at grass-roots level 	<ul style="list-style-type: none"> No specific mandate for produce market development Lack of operational budget 	<ul style="list-style-type: none"> Reform in interventionist policy Greater intervention through SGR Resurgent influence of crop boards 	<ul style="list-style-type: none"> Agricultural sector reform explicitly endorses improved marketing of agricultural produce
President's Office of Regional Administration and Local Government	<ul style="list-style-type: none"> Commitment and capacity for local government reform 	<ul style="list-style-type: none"> Residual intervention powers at regional level Limited funds to provide discretionary grants to local government 	<ul style="list-style-type: none"> Strong donor support and drive for ongoing decentralization and reform process Continued intervention in markets 	<ul style="list-style-type: none"> Reform process has begun in 39 districts
District Councils	<ul style="list-style-type: none"> Democratically elected local representatives Mandate to provide a range of extension and other services Works department in all districts 	<ul style="list-style-type: none"> Poor resource/asset base Lack of discretionary funds and poor revenue-collection capacity Nearly 40% without qualified district engineer Lack of trained staff 	<ul style="list-style-type: none"> Increased autonomy and improved capacity through reform process Possibility of district planning process being 'hijacked' for political reasons 	<ul style="list-style-type: none"> Programme to provide support to improve district policies vis-à-vis marketing (taxation)
Tanzania Chamber of Commerce, Industry and Agriculture (TCCIA)	<ul style="list-style-type: none"> Relatively extensive rural network, including 20 regions and 28 districts Membership of over 5 000 enterprises, mostly small-scale Only formal representative of the private sector in Tanzania Recent success in influencing national budget in favour of private sector 	<ul style="list-style-type: none"> Factionalized membership Large enterprises most influential, small traders/processors not well represented Only represents a fraction of the 150 000 registered private enterprises Presence principally in major urban centres (including district branches) Despite private-sector mandate, still with significant ties to public sector 	<ul style="list-style-type: none"> Pilot activities underway to encourage formation of TCCIA branches in rural districts New services (market information, business advice) could increase membership and efficacy Recent formation of competing Chamber of Agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> Programme to facilitate establishment of district branches
Crop-based associations	<ul style="list-style-type: none"> Specific focus Represent larger players with extensive resources 	<ul style="list-style-type: none"> Membership very limited Not seen as representative of the sector as a whole 	<ul style="list-style-type: none"> Could provide the basis for development of true sectoral representation Could federate to provide basis for a national association 	
Local construction contractors	<ul style="list-style-type: none"> Well represented in regional centres Experienced in conventional road works 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of experience in labour-based technology Not well represented at district level 	<ul style="list-style-type: none"> Need for more district-based road maintenance contractors 	<ul style="list-style-type: none"> Programme would provide training
Tanzanian Small Farmers' Group Network (MVIWATA)	<ul style="list-style-type: none"> Only organization representing small producers, though at infant stage Network now extends over 17 mainland regions No historical links to government-sponsored institutions 	<ul style="list-style-type: none"> Low visibility at national/local level 	<ul style="list-style-type: none"> Capacity support from donors and international NGOs Could easily fail if expanded too fast May lose contact with initial objectives and purpose 	<ul style="list-style-type: none"> Potential partner for farmer capacity-building and as smallholder representative in policy dialogue

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Cooperative unions/primary co-operative societies	<ul style="list-style-type: none"> • Widest presence in rural areas of any market-related institutions • Intimate knowledge of local populations and producers • Existing physical facilities in many cases • Experience in marketing of inputs and certain crops 	<ul style="list-style-type: none"> • Poor and weak capital base • Failure to deliver the services to members • Drastic decline in membership • Non-democratic management structure and low accountability • Low level of autonomy due to political interference 	<ul style="list-style-type: none"> • Most immediately accessible base for rural producers • Viewed with suspicion by smallholders due to historic mismanagement • Ad hoc political interference 	<ul style="list-style-type: none"> • Some return of primary cooperative membership, and an increase in democratic control in some societies
Savings and Credit Cooperatives/Savings Credit Association (SACCOs/SACAs)	<ul style="list-style-type: none"> • Members linked by a common bond • Provide access to savings and comprehensive credit facilities • Proper credit repayment culture through local peer pressure • Strong commitment by the members and management to ensure viability and sustainability 	<ul style="list-style-type: none"> • Slow growth in membership • Low levels of women membership in most SACCOs • Low levels of organizational and financial-management skills • Lack of facilities and equipment in many institutions • Limited areas of operation and poorly diversified loan portfolios 	<ul style="list-style-type: none"> • Conducive policy framework and capacity-building to be supported by Rural Financial Services Programme (RFSP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Support provided by IFAD-financed RFSP in seven regions
NGOs (local)	<ul style="list-style-type: none"> • Local presence and knowledge • Principal target/partners of international NGOs 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of technical and managerial skills • Often lack sufficient resources for operations 	<ul style="list-style-type: none"> • Could provide basis for delivery of services at grass roots • May be seen as competitors by cooperatives and other producer organizations 	
NGOs (international)	<ul style="list-style-type: none"> • Ability to mobilize committed and experienced staff • Solid financial base • Good access to information 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of local roots • Often dependent on donor contracts for operations 	<ul style="list-style-type: none"> • Only well-organized partners to support the programme activities at field level • Useful experience in promoting marketing on a small scale to date • Despite their emphasis on strengthening of local NGOs, could be seen as impeding development of local capabilities 	<ul style="list-style-type: none"> • Expected to play key role in implementation of the programme

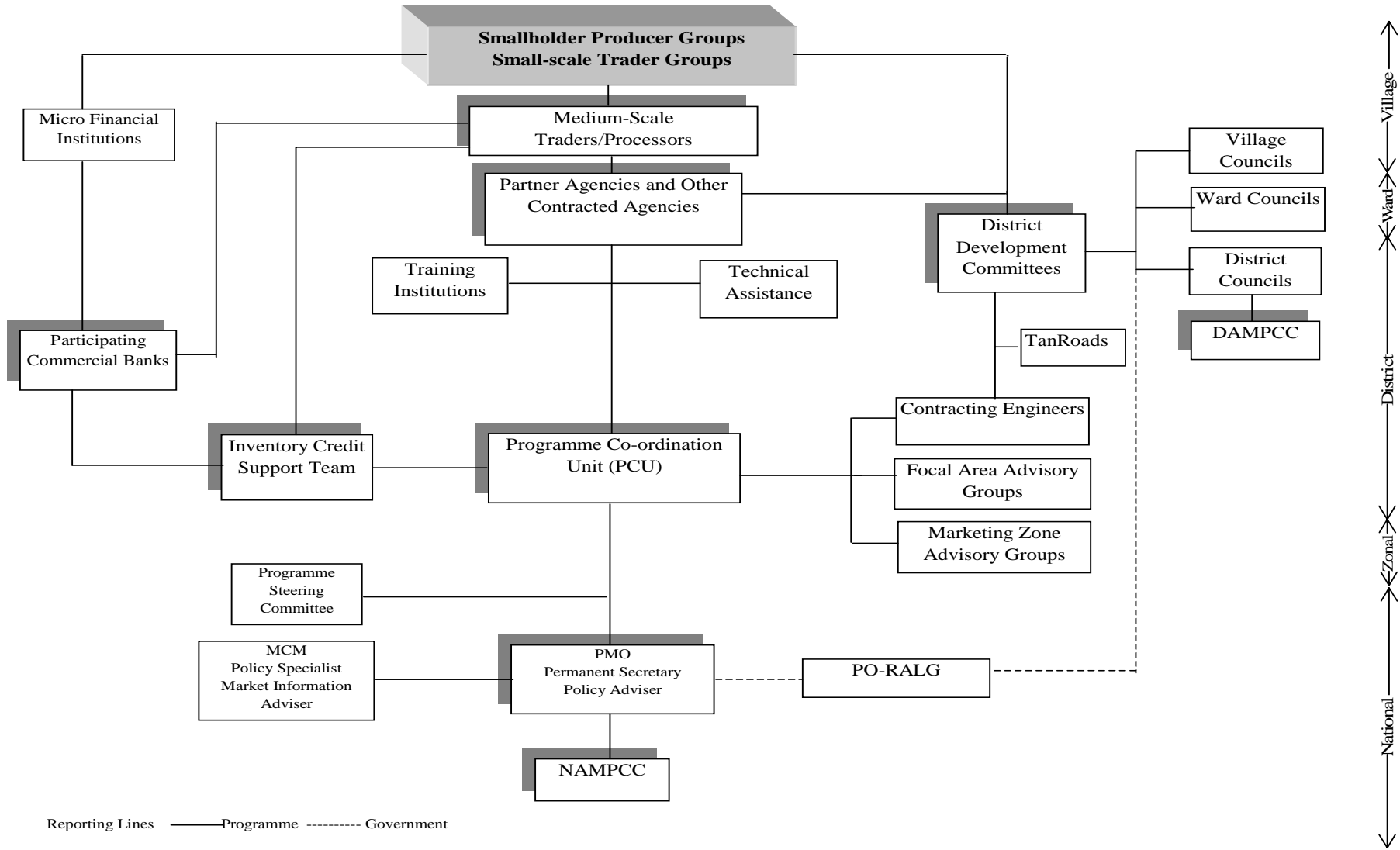
TABLE 4A: DONOR OPERATIONS/PARTNERSHIP POTENTIAL

Donor	Nature of Programme	Programme/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
DANIDA	<ul style="list-style-type: none"> Private Agricultural Sector Support (PASS) component under Agricultural Sector Programme Support (ASPS) 	<ul style="list-style-type: none"> PASS commencing activities in Morogoro, Dodoma, Iringa and Mbeya regions ASPS (national coverage) 	<ul style="list-style-type: none"> Ongoing 	<ul style="list-style-type: none"> Very high; potential for cofinancing, particularly with respect to policy development
Swiss Development Cooperation	<ul style="list-style-type: none"> District Roads Support Programme 	<ul style="list-style-type: none"> Morogoro Region 	<ul style="list-style-type: none"> Ongoing 	<ul style="list-style-type: none"> Very high; potential for cofinancing, particularly with respect to rural roads
AFD (French Development Agency)	<ul style="list-style-type: none"> Support to community-level marketing activities and physical market infrastructure development 	<ul style="list-style-type: none"> Eastern and Central Tanzania 	<ul style="list-style-type: none"> New phase being proposed 	<ul style="list-style-type: none"> Moderate; Agricultural Marketing Support Programme (AMSP) could learn from French experience with respect to community market access facilitation; however, different geographic focus
USAID	<ul style="list-style-type: none"> Agricultural Transport Assistance Programme 	<ul style="list-style-type: none"> Southern Highlands (Rukwa, Mbeya, Iringa and Ruvuma); further expansion to Morogoro and Tanga under consideration 	<ul style="list-style-type: none"> Ongoing 	<ul style="list-style-type: none"> High; complementary in Southern Highlands for market-support infrastructure, and similar goals vis-à-vis policy development
World Bank	<ul style="list-style-type: none"> Soil Fertility Recapitalization and Agricultural Intensification Programme 	<ul style="list-style-type: none"> Mainly districts under Local Government Reform Programme Phase I (plus some in Phase II) 	<ul style="list-style-type: none"> Appraisal stage 	<ul style="list-style-type: none"> High; some geographic overlap Project plans to improve access of smallholder farmers to fertilizer through MFIs with 50% subsidy over two-year period Project plans to finance 200 new village stores and 30 new village markets through loans to local government <p>Due to this project, marketing of farm inputs is not included in the IFAD programme</p>
SIDA	<ul style="list-style-type: none"> Institutional support to TCCIA 	<ul style="list-style-type: none"> National headquarters and regional branches 	<ul style="list-style-type: none"> Ongoing 	<ul style="list-style-type: none"> High; directly related to proposed district TCCIA branch formation under the programme
African Development Fund	<ul style="list-style-type: none"> Livestock Marketing Project 	<ul style="list-style-type: none"> 11 regions (Arusha, Dodoma, Kagera, Kigoma, Kilimanjaro, Mwanza, Shinyanga, Singida, Tabora and Tanga) 	<ul style="list-style-type: none"> Ongoing 	<ul style="list-style-type: none"> Very high; expressed interest in cofinancing infrastructure <p>Due to this AfDF project, livestock marketing is not included in the scope of AMSP.</p>

TABLE 4B: STAKEHOLDER MATRIX/POTENTIAL PROGRAMME ACTORS AND ROLES

Component	Sub-Component	Coverage	Perennial Institution(s) Involved	Potential Other Contractors/ Periodic Input	Other Possible Partners in Execution
Policy Development	• National Policy Development	• National	• MCM • MAFS • PMO • Ministry of Finance • Private traders, processors and exporters • Farmer representatives	• International/national consultants • Specialist NGOs • Specialist international research institutes • Local academia	• TCCIA • MVIWATA • DANIDA • SDC • SGR • crop boards
	• Local Government Policy Development	• Sixteen districts in two marketing zones, with national replication	• President Office for Regional Administration and Local Government (PO-RALG) • District Councils • Farmer and private-sector representatives	• International/national consultants • Specialist NGOs • Academia	• NGOs • TCCIA branch
Producer Empowerment and Market Linkages	• Organizational Strengthening: Groups and Group Associations	• Twenty focal areas across two marketing zones	• Producer organizations • Local NGOs, CBOs • TCCIA	• NGOs/consulting firms • DC staff • Training institutions	• FAIDA (SNV) • Jiendeleze (SNV)
	• Market Information	• National • Twenty focal areas across two marketing zones	• MCM • Private sector		
	• Producer Group Market Access	• Twenty focal areas across two marketing zones	• Agribusiness enterprises • District council staff • Producer organizations • NGOs/consulting firms	• Business development service providers • Training institutions	• SNV • TechnoServe
	• Trader and Processor Market Access	• Twenty focal areas across two marketing zones	• Trader/processor organizations • Agribusiness enterprises • NGOs/consulting firms	• Business development service providers • Training institutions	• SNV • TechnoServe
Financial Market Support Services		• Twenty focal areas across two marketing zones	• PCBs • MFIs	• Inventory credit • Loan guarantees	• Producer groups • Agribusiness enterprises
Rural Marketing Infrastructure	• Institutional Support for Infrastructure Improvement	• Sixteen focus districts across two marketing zones	• PO-RALG • District councils • District-based contractors	• In-country consulting engineering firms	• SDC (Swiss)
	• Road Works and Other Marketing Infrastructure	• Sixteen focus districts across two marketing zones	• Local government • Communities • Local contractors	• Community-based organizations • NGOs	• AfDF
Programme Organization and Coordination		• National • Zonal • District • Focal Area	• PMO • MCM • MOF	• M&E and impact assessment • Stakeholder coordination (national, zonal, district and focal area levels)	• Partner agencies • Consultants • Beneficiaries

PROGRAMME ORGANIZATIONAL STRUCTURE



PO-RALG = President Office for Regional Administration and Local Government
 DAMPCC = District Agricultural Marketing Policy Co-ordination Committee
 NAMPCC = National Agricultural Marketing Policy Co-ordination Committee
 MCM = Ministry of Cooperatives & Marketing
 PMO = Prime Ministers Office

**TRIGGERING MECHANISMS FOR PHASE II**

1. Policy Development Support
<ul style="list-style-type: none">• Consultative and participatory workshops at zonal and national levels completed• Consultants appointed to prepare comprehensive agricultural marketing policy and strategy• Legislation with respect to the trade restrictions between the regions and across the national boundaries redrafted• Reform of at least one crop board initiated• National agricultural marketing policy coordination committee (NAMPCC) established and functioning• At least two district agricultural marketing policy and coordination committees established and functioning• Agricultural taxation and revenue system rationalized, reformed and applied in at least in two districts
2. Producer Empowerment and Market Linkages
<ul style="list-style-type: none">• Ten focal areas must be effective• One hundred and forty producer groups have agreed on their by-laws• Forty small-scale entrepreneur groups have agreed on their by-laws• Two hundred and eighty producer groups have received group strengthening and technical training• Eighty small-scale entrepreneur groups have received group strengthening and training• Ten district TCCIA groups formed• Ninety per cent of the last 12 months' thrice weekly radio announcements contained up-to-date prices on all major crops for all regions• Four new district data-collection locations in the programme area are regularly submitting all local price information• Ten pilot market linkages have been initiated and are satisfactorily performing according to the participatory beneficiary assessments
3. Financial Market Support Services
<ul style="list-style-type: none">• At least six warehouses participating in the inventory credit scheme• At least 300 warehouse clients with stocks deposited in the facility are receiving loans• At least 20 guarantee loans disbursed by PCBs
4. Rural Marketing Infrastructure
<ul style="list-style-type: none">• District roads for rehabilitation selected based on selection criteria in at least four Phase I districts• 200 km of district roads rehabilitated, spot improved• 50 km of village access roads rehabilitated with community contribution• Road maintenance plans and road maintenance funds used for road maintenance in all Phase I districts• Mechanism for revenue raising from village access roads and market facility users put in place at least in four Phase I districts• Traffic flows increased at least 50% on rehabilitated roads